|  |  |
| --- | --- |
| **NATIONS****UNIES** | **EP** |
|  | **Programme desNations Unies pourl’environnement** | Distr.GÉNÉRALEUNEP/OzL.Pro/ExCom/86/1523 octobre 2020FRANÇAISORIGINAL : ANGLAIS |

COMITÉ EXÉCUTIF
 DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
 D’APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-sixième réunion

Montréal, 2 – 6 novembre 2020

Reportée : 8 – 12 mars 2021[[1]](#footnote-1)

RAPPORT PÉRIODIQUE GLOBAL AU 31 DÉCEMBRE 2019

# Le rapport périodique global résume les progrès et les données financières des agences bilatérales et d’exécution[[2]](#footnote-2) au 31 décembre 2019, comme communiqués dans leurs rapports périodiques respectifs[[3]](#footnote-3) au Secrétariat.

# Le rapport périodique global et les rapports périodiques des agences bilatérales et d’exécution portent sur toutes les matières réglementées au titre du Protocole de Montréal. Compte tenu que les activités et projets sur les HFC ont été financés à partir des contributions régulières au Fonds multilatéral, ou au moyen des contribution supplémentaires volontaires de 17 pays non visés à l’article 5 souhaitant offrir un soutien pour le démarrage rapide de la mise en œuvre du Protocole de Kigali,[[4]](#footnote-4) les informations portant sur ces projets sont présentées séparément, selon la source de financement.

**Processus d’analyse par le Secrétariat**

# Le Secrétariat a examiné individuellement tous les rapports périodiques annuels proposés par les agences bilatérales et d’exécution. L’analyse a été effectuée en fonction des étapes déterminées pour les projets d’investissement et ne portant pas sur des investissements, notamment la signature des accords; la date de d’émission du premier décaissement; l’état de l’achat et de l’installation de l’équipement; l’état des services offerts, y compris la formation des techniciens en réfrigération et des douaniers; le niveau de décaissement des sommes approuvées; l’achèvement opérationnel et financier du projet; et le retour des soldes.

# Des problèmes possibles ont été soulevés pendant l’examen des projets, notamment la non-signature des accords; l’absence d’un administrateur du Bureau national de l’ozone; l’absence de rapports périodiques financiers; les retards dans le processus d’achat; l’absence de technologies de remplacement sur les marchés locaux; et les questions de sécurité dans les pays. Tous les projets pour lesquels des questions demeurent en instance présentaient un faible niveau de décaissement des fonds et/ou faisaient l’objet d’une demande de report de la date d’achèvement.

# Le Secrétariat s’est entretenu à plusieurs reprises avec les agences bilatérales et d’exécution concernant les projets et activités pour lesquels des questions demeurent en instance et plusieurs questions ont été réglées de façon satisfaisante. En ce qui concerne les projets pour lesquels les questions n’ont pas pu être réglées, les recommandations proposées pour examen par le Comité exécutif ont été abordées et convenues avec les agences bilatérales et d’exécution. Les projets à annuler, les projets pour lesquels un report de la date d’achèvement a été demandé et les projets de renforcement des institutions dont les phases se chevauchent sont examinés dans les documents principaux et la liste des projets[[5]](#footnote-5) pour lesquels des questions ont été recensées est jointe à l’annexe I des rapports périodiques des agences bilatérales et d’exécution. Les recommandations seront examinées au cours des échanges sur les rapports des agences d’exécution à la 86e réunion.

Décisions récentes concernant les rapports périodiques

# Le Comité exécutif a examiné, à sa 84e réunion, le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/84/16, Rapport périodique global au 31 décembre 2018. À l’issue des échanges le Comité a pris les décisions suivantes concernant les rapports périodiques présentés à la 86e réunion :

## Unités de mesure des quantités dans les projets sur les HFC (décision 84/12 a) iv));

## Rapport sur les projets et activités sur les HFC financés à partir des contributions supplémentaires (décision 84/12 b) et c));

## Annulation d’éléments d’accords pluriannuels (décision 84/45 c)).

*Unités de mesure des quantités dans les projets sur les HFC (décision 84/12 a) iv))*

# Le rapport périodique global au 31 décembre 2018 remis à la 84e réunion précisait qu’avant l’Amendement de Kigali, toutes les substances visées au Protocole de Montréal étaient des substances qui appauvrissent la couche d’ozone et que les objectifs de réglementation de ces substances étaient exprimés en tonnes PAO. Les substances visées par l’Amendement de Kigali ne sont pas substances qui appauvrissent la couche d’ozone et leurs objectifs sont exprimés en tonnes métriques d’équivalent de CO2 (tm éq-CO2).[[6]](#footnote-6) Nonobstant les deux unités de mesure différentes utilisées pour communiquer les données sur les substances réglementées, les rapports périodiques remis à la 84e réunions faisaient état de tonnes PAO pour toutes les substances réglementées. Afin de corriger la situation, le Secrétariat a proposé de modifier le modèle afin de permettre l’utilisation de deux unités de mesure (tonnes PAO et tm éq-CO2) dans les rapports périodiques au 31 décembre 2019.

# À l’issue des échanges, le Comité exécutif a pris note que le Secrétariat, en collaboration avec les agences bilatérales et d’exécution, révisera la base de données des rapports périodiques en y intégrant la mesure en tonnes d’équivalent de CO2 pour les substances de l’annexe F et déclarera ces valeurs dans les rapports périodiques proposés à la 88e réunion et dans tous les rapports périodiques qui suivront (décision 84/12 a) iv)).

# En réponse à la décision 84/12 a) iv), les chiffres contenus dans le rapport périodique global et les rapports périodiques des agences bilatérales et d’exécution au 31 décembre 2019 présentés à la 86e réunion sont exprimés en tonnes PAO pour toutes les substances réglementées.

*Rapport sur les projets et activités sur les HFC financés au titre des contributions supplémentaires* *(décision 84/12 b) et c))*

# Le Comité exécutif, à sa 84e réunion, a aussi chargé le Secrétariat de remettre à la 85e réunion un rapport périodique supplémentaire sur les projets d’investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d’un groupe de 17 pays non visés à l'article 5, en identifiant les pays pour lesquels les projets ont été approuvés et en offrant un aperçu des objectifs, de l’état de la mise en œuvre, des principales conclusions et des enseignements tirés, des quantités de HFC éliminées s’il y a lieu, des sommes approuvées et décaissées, et des difficultés potentielles qui pourraient nuire à l’achèvement des activités et projets, étant entendu que les renseignements seraient fournis sur une base individuelle pour les projets en lien avec les HFC et globalement pour les activités de facilitation sur les HFC (décision 84/12 b)).

# En réponse à la décision 84/12 b), le Secrétariat a présenté le rapport sur les activités en lien avec les HFC à la partie V du document UNEP/OzL.Pro/85/9, Rapports périodiques et rapports sur les projets comportant des exigences particulières pour la remise de rapports, que le Comité exécutif a examiné dans le cadre du processus d’approbation intersessions (PAI) de la 85e réunion.[[7]](#footnote-7) Le Comité exécutif a pris note des renseignements sur les projets d’investissement en lien avec les HFC et les activités de facilitation, proposés par les agences bilatérales et d’exécution conformément à la décision 84/12b).[[8]](#footnote-8)

# Le Comité exécutif, à sa 84e réunion, a également chargé le Secrétariat et les agences bilatérales et d’exécution d’inclure les renseignements sur les projets d’investissement liés aux HFC et les activités de facilitation, financés à partir des contributions supplémentaires, dans tous les rapports périodiques globaux et rapports périodiques individuels jusqu’à ce que tous les projets d’investissement et activités de facilitation en lien avec les HFC soient achevés (décision 84/12 c)).

# En réponse à la décision 84/12 c), un rapport périodique détaillé sur l’état de la mise en œuvre de chaque projet d’investissement en lien avec les HFC et un rapport global sur toutes les activités de facilitation en lien avec les HFC sont inclus dans le présent document. Les renseignements concernant ces projets et activités sur les HFC ont également été joints aux rapports périodiques des agences bilatérales et d’exécution, séparément des projets et activités financés par le Fonds multilatéral.

*Annulation des éléments d’accords pluriannuels* *(décision 84/45 c))*

# Le Comité exécutif, à sa 84e réunion, a adopté une politique et des procédures connexes pour l’annulation des éléments d’accords pluriannuels (décision 84/45 c)).

# Conformément à la décision 84/45 c), le Secrétariat a recensé tous les éléments d’accords pluriannuels dont la mise en œuvre accuse du retard et a informé les agences bilatérales et d’exécution concernées. Les recommandations du Secrétariat sont jointes à l’annexe I des rapports périodiques des agences bilatérales et d’exécution.

# Portée du document

# Le présent document comprend les parties suivantes :

## Partie I : Projets approuvés au titre des contributions régulières au Fonds multilatéral. Elle propose un sommaire des progrès dans la mise en œuvre des projets en 2019 et cumulatifs depuis 1991 pour toutes les substances visées par le Protocole de Montréal, y compris les substances de l’annexe F (HFC); un examen de l’état de la mise en œuvre de tous les projets en cours[[9]](#footnote-9) par pays; et un recensement des projets dont la mise en œuvre accuse du retard et les conséquences possibles sur l’élimination des substances réglementées, ainsi que des projets ayant des questions en instance pour examen par le Comité exécutif.

## Partie II : Projets approuvés au titre des contributions supplémentaires volontaires pour un soutien au démarrage rapide de la réduction progressive des HFC. Elle propose un sommaire de l’état de la mise en œuvre des projets de réduction progressive des HFC financés au titre des contributions volontaires.

Recommandation

# Le document contient également les annexes suivantes :

# Annexe I Un aperçu des projets et activités en lien avec les HFC, qui propose un aperçu de tous les projets et activités relevant du Fonds multilatéral, indépendamment de leur source de financement, par pays, comprenant l’état de la ratification de l’Amendement de Kigali et l’état du programme d’octroi de permis pour les HFC.

# Annexe II Une analyse du rapport périodique global, qui présente de l’information globale depuis la création du Fonds multilatéral jusqu’au 31 décembre 2019, en deux parties : la partie I, projets approuvés au titre des contributions régulières au Fonds multilatéral et la partie II, projets approuvés au titre des contributions supplémentaires volontaires en soutien au démarrage rapide de la réduction progressive des HFC.

Annexe III Un rapport sur les projets d’investissement en lien avec les HFC et les activités de facilitation financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d’un groupe de 17 pays non visés à l'article 5, qui propose un rapport périodique exhaustif des activités en lien avec les HFC financées à partir des contributions volontaires, conformément à la décision 84/12 b) et c).

# Les rapports périodiques des agences bilatérales et d’exécution ne comprenaient aucune question d’orientation pour examen par le Comité exécutif et aucune question d’orientation n’a été recensée pendant l’examen des projets par le Secrétariat.

PartIE I : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS RÉGULIÈRES AU FONDS MULTILATÉRAL

**Sommaire des progrès dans la mise en œuvre des projets en 2019 et cumulatifs**

# Le sommaire des activités et des projets entrepris par les agences bilatérales et d’exécution en 2019 et cumulatif de 1991 au 31 décembre 2019 est présenté ci-dessous :

## **Élimination :**[[10]](#footnote-10) Une quantité de 2 680,5 tonnes PAO de consommation de substances réglementées a éliminée en 2019 et l’approbation a été donnée pour éliminer 401 tonnes PAO de plus. Au total, 288 028 tonnes PAO de consommation et 205 377 tonnes PAO de production de substances réglementées ont été éliminées par rapport à un total prévu de 467 583 tonnes PAO dans le cadre de projets approuvés, depuis 1991 (ne comprenant pas les projets annulés et transférés);

## **Décaissements/approbations :** Selon le rapport périodique de 2018, 78,96 millions $US avaient été décaissés et 76,13 millions $US de plus devaient être décaissés en 2019, ce qui représente un taux de décaissement de 104 p. cent de la somme prévue. Cumulativement, 3,08 milliards $US des 3,32 milliards approuvés aux fins de décaissement ont été décaissés (ne comprenant pas les coûts d’appui aux agences), ce qui représente un taux de décaissement de 93 p. cent. Une somme de 54,29 millions a été approuvée pour la mise en œuvre, en 2019;

## **Rapport coût-efficacité (en tonnes PAO):**[[11]](#footnote-11)Le rapport coût-efficacité moyen des projets d’investissement menant à la réduction permanente de la consommation est de 8,31 $US/kg depuis 1991. Le rapport coût-efficacité pour le secteur de la production est de 4,62 $US/kg et le rapport coût-efficacité moyen des projets d’investissement par tonne PAO est de 4,77 $US/kg pour les projets achevés et de 57,94 $US/kg pour les projets en cours;[[12]](#footnote-12)

## **Nombre de projets achevés :** Deux cent deux projets ont été achevés en 2019. Au total, 7 636 des 8 406 projets (sauf les projets annulés et transférés) financés par le Fonds multilatéral ont été achevés depuis 1991, ce qui représente un taux d’achèvement de 91 pour cent;

## **Rapidité d’exécution, projets d’investissement :** Les projets achevés avant 2019 ont généralement été menés à terme 55 mois après leur approbation. La durée moyenne d’achèvement des projets d’investissement a été de 37 mois après l’approbation depuis 1991. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués 14 mois, en moyenne après leur approbation;

## **Rapidité d’exécution, projets ne portant pas sur des investissements :** Les projets achevés en 2019 ont été menés à terme 40 mois, en moyenne, après leur approbation. La durée moyenne d’achèvement des projets ne portant pas sur des investissements a été de 38 mois après l’approbation depuis 1991. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués 12 mois, en moyenne, après leur approbation;

## **Préparation des projets :** Au total, 1 593 des 1 727 activités de préparation de projet approuvées en date de la fin de 2019 ont été achevées, ce qui laisse 134 activités en cours. Soixante activités de préparation de projet ont été approuvées en 2019 et quatre ont été achevées;

## **Retards dans la mise en œuvre :** Au total, 770 projets étaient en cours de mise en œuvre à la fin de 2019 et connaissaient un retard moyen de 22 mois. Quatre-vingt-quatorze de ces projets sont classés « projets dont la mise en œuvre accuse du retard »[[13]](#footnote-13) et sont assujettis à la procédure d’annulation de projet (la procédure ne s’applique pas aux projets de démonstration, à la préparation de projets et ni aux projets de renforcement des institutions);

## **Accords pluriannuels** : Un accord pluriannuel pour un plan d’élimination des SAO, un accord pluriannuel pour la production de bromure de méthyle et 152 accords pluriannuels pour des PGEH ont été approuvés en 2019, et 207 accords pluriannuels ont été achevés, ce qui représente un taux d’achèvement de 57 p. cent.

Progrès dans la mise en œuvre de projets en 2019

# Les agences bilatérales et d’exécution ont mené à terme 57 pour cent des projets qu’elles prévoyaient terminer en 2019 et atteint 9 p. cent de l’objectif d’élimination globale, selon les dates d’achèvement déclarées dans le rapport périodique de 2018 et les résultats déclarés dans les rapports périodiques de 2019. Compte tenu que 189 des 476 projets en cours (ne comprenant pas les projets de renforcement des institutions et la préparation de projets) ont connu des retards depuis le rapport périodique de 2018, des rapports supplémentaires ont été demandés afin d’éliminer tous les obstacles ayant causé des retards.

# Les agences bilatérales et d’exécution ont atteint un taux de décaissement global de 104 p. cent en 2019. Par pays et région, 69 pays (et régions) ont atteint un taux de décaissement de plus de 85 p. cent, tandis que 32 pays ont présenté un taux de décaissement inférieur à 50 p. cent.

#  Les agences bilatérales et d’exécution doivent présenter à la 87e réunion un rapport sur 94 projets en cours dont la mise en œuvre accuse du retard et 55 projets et tranches de projets pluriannuels pour lesquels un rapport de situation a été recommandé.

# L’appendice I à l’annexe II présente des renseignements sur la mise en œuvre des projets par pays en 2019 et l’appendice II à l’annexe II résume le financement total approuvé et décaissé pour les activités du PGEH par pays.

# **PartIE II : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS SUPPLÉMENTAIRES VOLONTAIRES POUR UN SOUTIEN AU DÉMARRAGE RAPIDE DE LA RÉDUCTION PROGRESSIVE DES HFC**

# Le Comité exécutif avait approuvé 144 projets en lien avec les HFC au titre des contributions supplémentaires volontaires pour la somme de 23,94 millions $US (ne comprenant pas les coûts d’appui aux agences) au 31 décembre 2019. Le tableau 1 présente un sommaire de l’état de ces projets.

# **Tableau 1. État des projets approuvés en lien avec les HFC à la fin de 2019**

| **Type** | **Nombre de projets** | **Financement ($US)\*** |
| --- | --- | --- |
| **Approuvés** | **Achevés** | **% d’achè-vement** | **Approuvés** | **Décaisse-ment** | **Solde** | **% de décaisse-ment** |
| Investissement\*\* | 6 | 1 | 17 | 8 502 860 | 5 667 780 | 2 835 080 | 67 |
| Préparation de projet | 10 | 9 | 90 | 273 821 | 201 718 | 72 103 | 74 |
| Assistance technique, activités de facilitation | 128 | 12 | 9 | 15 160 943 | 5 981 581 | 9 179 362 | 39 |
| **Total** | **144** | **22** | **15** | **23 937 624** | **11 851 079** | **12 086 545** | **50** |

\*Ne comprend pas les coûts d’appui aux agences.

\*\*Élimination de 754,5 tm (1 108 442 tm d’éq-CO2) de HFC.

# Un projet d’investissement, neuf préparations de projet et 12 activités de facilitation avaient été menés à terme à la fin de 2019 sur les 144 projets approuvés. La prorogation de la date d’achèvement de 113 des 116 activités de facilitation en cours a été approuvée à la 83e réunion (54 projets), à la 84e réunion (54 projets) et à la 85e réunion (cinq projets). Les activités de facilitation en cours en sont à différentes étapes de mise en œuvre et devraient être menées à terme en 2020 et 2021.

# Les cinq autres projets d’investissement en cours devraient être achevés en 2020 et 2021 et l’activité de préparation de projet en cours devrait être menée à terme en 2020. Cumulativement, 11 851 079 $US des 23 937 624 $US approuvés pour le décaissement (ne comprenant pas les coûts d’appui aux agences) ont été décaissés, ce qui représente un taux de décaissement de 50 p. cent.

# **Observations du Secrétariat**

# Le Secrétariat a constaté que la mise en œuvre des activités de certains PGEH se poursuit au-delà de la date d’achèvement prévue dans l’accord entre le gouvernement concerné et le Comité exécutif et/ou la date d’achèvement décidée par le Comité exécutif, et a rappelé aux agences bilatérales et d’exécution que toute prorogation doit faire l’objet d’une demande présentée au Comité exécutif pour approbation avant la date d’achèvement du projet, en précisant qu’aucun engagement ne devait être pris avant l’approbation de la prorogation, conformément à la décision 82/11 b).

# En conséquence, les agences d’exécution ont demandé la prorogation des dates d’achèvement prévues des projets d’élimination pour la Chine (ONUDI), l’Égypte (ONUDI), l’Iraq (PNUE et ONUDI). les Maldives (PNUE), le Qatar (présentée à la 86e réunion),[[14]](#footnote-14) la Serbie (PNUE et ONUDI) et la République arabe syrienne (ONUDI) et pour le projet d’inhalateur à doseur en Égypte (ONUDI), deux projets liés à l’élimination des SAO en Iraq (ONUDI) et le volet de l’Argentine d’un projet mondial de remplacement des refroidisseurs (ONUDI). Les recommandations concernant les demandes de prorogation des dates d’achèvement de ces projets sont abordées dans les rapports périodiques des différentes agences d’exécution, dans le document sur les rapports de projets ayant des exigences particulières de remise de rapports,[[15]](#footnote-15) dans le document sur le retard dans la proposition des tranches[[16]](#footnote-16) et dans les propositions de projet, selon le cas.

# La phase I du PGEH pour l’Arabie saoudite est assujettie à l’annulation à la lumière de la décision 84/54 b); le Secrétariat a abordé en profondeur la question de la mise en œuvre avec l’ONUDI (agence principale) et le PNUE (agence de coopération), et est convenue de poursuivre la mise en œuvre de certains éléments dont la mise en œuvre en est déjà à étape avancée et/ou dont la mise en œuvre est prévue en 2020 mais qui n’a pas pu être achevée à cause de la pandémie de la COVID-19, et d’annuler d’autres éléments. Les détails des échanges et les recommandations pour ces éléments du projet sont présentés dans les rapports périodiques du PNUE[[17]](#footnote-17) et de l’ONUDI[[18]](#footnote-18).

# Le Secrétariat a également pris note que la phase précédente du projet de renforcement des institutions de la Dominique était en cours et que la phase actuelle avait été approuvée en 2017. Conformément à la décision 82/11 c) i), le PNUE a été informé que la phase précédente était fermée et que le solde serait retourné à la 86e réunion. Les détails des échanges et les recommandations pour le projet de renforcement des institutions sont présentés dans le rapport périodique du PNUE.[[19]](#footnote-19)

RECOMMANDATION

# Le Comité exécutif pourrait souhaiter prendre note :

## Du rapport global d’achèvement de projet du Fonds multilatéral au 31 décembre 2019 présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/15 ;

## Avec satisfaction des efforts entrepris par les agences bilatérales et d’exécution pour établir les rapports de leurs activités de 2019 ; et

## Que les agences bilatérales et d’exécution présenteront à la 87e réunion, un rapport sur les 94 projets dont la mise en œuvre accuse du retard et 55 projets ou tranches d’accords pluriannuels en cours pour lesquels la remise de rapports de situation supplémentaires est recommandée, indiqués à l’annexe I des rapports périodiques des agences bilatérales et d’exécution.

**Annexe I**

**APERÇU DES ACTIVITÉS ET PROJETS EN LIEN AVEC LES HFC**

# Le Comité exécutif approuve le financement de la mise en œuvre de projets d’investissement (décisions 78/3 (g)) et 79/54) et d’activités de facilitation depuis 1980, afin d’aider les Bureaux nationaux de l’ozone à respecter leurs obligations initiales en lien avec la réduction progressive des HFC au titre de l’Amendement de Kigali (décision 79/46).

# Le Comité exécutif a approuvé 177 projets et activités en lien avec les HFC dans 133 pays au 31 décembre 2019, dont 12 demandes de préparation de projet, 13 projets d’investissement et 152 activités de facilitation, pour la somme de 31,86 millions $US (ne comprenant pas les coûts d’appui).

# Le tableau 1 présente un aperçu de tous les projets et activités en lien avec les HFC relevant du Fonds multilatéral, par pays, indépendamment de leur source de financement, en précisant l’état de la ratification de l’Amendement de Kigali et l’état du programme d’octroi de permis pour les HFC.

**Tableau 1. Aperçu de tous les projets et activités en lien avec les HFC relevant du Fonds multilatéral**

| **Pays** | **Groupe** | **Ratification de l’Amende-ment de Kigali** | **Mise en œuvre du programme d’octroi de permis** | **Sommes approuvées ($US)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activités de facilitation**  | **Projets d’investisse-ment** | **Préparation de projets**  |
| Afghanistan | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Afrique du Sud | 1 |  Oui | En instance | 240 000 |   |   |
| Albanie | 1 |  Oui | En instance | 94 978 |   |   |
| Algérie | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Angola | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Antigua-et-Barbuda | 1 |   |   |   |   |   |
| Arabie saoudite | 2 |   |   | 250 000 |   |   |
| Argentine | 1 |  Oui |  Oui | 250 000 | 1 840 755 | 75 000 |
| Arménie | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Bahamas | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Bahreïn | 2 |   |   | 150 000 |   |   |
| Bangladesh | 1 |  Oui | En instance | 150 000 | 3 131 610 |   |
| Barbade | 1 |  Oui | En instance |   |   |   |
| Belize | 1 |   |   |   |   |   |
| Bénin | 1 |  Oui |  Oui | 150 000 |   |   |
| Bhoutan | 1 |  Oui | En instance | 50 000 |   |   |
| Bolivie (État plurinational de) | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Bosnie-Herzégovine | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Botswana | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Brésil | 1 |   |   |   |   |   |
| Brunei Darussalam | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Burkina Faso | 1 |  Oui |  Oui | 150 000 |   |   |
| Burundi | 1 |   |   |   |   |   |
| Cap-Vert | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Cambodge | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Cameroun | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Chili | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Chine | 1 |   |   | 250 000 | 1 275 000 | 64 066 |
| Colombie | 1 |   |   | 250 000 |   |   |
| Comores  | 1 |  Oui | En instance | 50 000 |   |   |
| Congo  | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Costa Rica | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Côte d'Ivoire | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Cuba | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Djibouti | 1 |   |   | 50 000 |   |   |
| Dominique | 1 |   |   | 50 000 |   |   |
| Équateur | 1 |  Oui |  Oui | 150 000 |   | 29 937 |
| Égypte | 1 |   |   | 250 000 |   | 30 000 |
| El Salvador | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Érythrée | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Eswatini | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Éthiopie | 1 |  Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Fidji | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Gabon | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Gambie | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Géorgie | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Ghana | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Grenade | 1 |  Oui |  Oui | 50 000 |   |   |
| Guatemala | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Guinée | 1 |  Oui | En instance |   |   |   |
| Guinée-Bissau | 1 |  Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Guinée équatoriale | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Guyana | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Haïti | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Honduras | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Îles Cook | 1 |  Oui | En instance | 50 000 |   |   |
| Îles Marshall | 1 |  Oui | En instance | 50 000 |   |   |
| Îles Salomon | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Inde | 2 |   |   |   |   |   |
| Indonésie | 1 |   |   | 250 000 |   |   |
| Iran (République islamique d’) | 2 |   |   | 250 000 |   |   |
| Iraq | 2 |   |   | 250 000 |   |   |
| Jamaïque | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Jordanie | 1 |  Oui | En instance | 150 000 | 1 637 610 |   |
| Kenya | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Kiribati | 1 |  Oui | En instance | 50 000 |   |   |
| Koweït | 2 |   |   | 250 000 |   |   |
| Kirghizistan | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Liban | 1 |  Oui | En instance | 150 000 | 1 053 858 | 30 000 |
| Lesotho | 1 |  Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Liberia | 1 |  Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Libye | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Macédoine du Nord | 1 |  Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Madagascar | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Malawi | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Malaisie | 1 |   |   | 250 000 |   |   |
| Maldives | 1 |  Oui |  Oui | 95 000 |   |   |
| Mali | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Maroc | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Mauritanie | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Maurice | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Mexique | 1 |  Oui |  Oui | 250 000 | 3 718 123 | 84 818 |
| Micronésie (États fédérés de) | 1 |  Oui | En instance | 50 000 |   |   |
| Mongolie | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Monténégro | 1 |  Oui |  Oui | 49 973 |   |   |
| Mozambique | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Myanmar | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Namibie | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Nauru | 1 |   |   | 50 000 |   |   |
| Népal | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Nicaragua | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Niger  | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Nigeria | 1 |  Oui | En instance | 250 000 |   |   |
| Nioué | 1 |  Oui | En instance | 50 000 |   |   |
| Oman | 2 |   |   | 150 000 |   |   |
| Ouganda | 1 |  Oui | En instance | 50 000 |   |   |
| Pakistan | 2 |   |   | 250 000 |   |   |
| Palau | 1 |  Oui |  Oui | 50 000 |   |   |
| Panama | 1 |  Oui |  Oui | 150 000 |   |   |
| Papouasie Nouvelle-Guinée | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Paraguay | 1 |  Oui |  Oui | 150 000 |   |   |
| Pérou | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Philippines  | 1 |   |   | 225 992 |   |   |
| Qatar | 2 |   |   | 150 000 |   |   |
| République arabe syrienne | 1 |   |   | 250 000 |   |   |
| République de Moldavie | 1 |   |   |   |   |   |
| République centrafricaine | 1 |   |   |   |   |   |
| République démocratique du Congo | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| République démocratique populaire lao | 1 |  Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| République dominicaine | 1 |   |   | 150 000 | 129 825 | 30 000 |
| République populaire démocratique de Corée | 1 |  Oui | En instance |   |   |   |
| République unie de Tanzanie | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Rwanda | 1 |  Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 1 |   |   | 50 000 |   |   |
| Sainte Lucie | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Saint-Vincent-et-les- Grenadines | 1 |   |   | 50 000 |   |   |
| Samoa | 1 |  Oui | En instance | 50 000 |   |   |
| Sao Tomé-et-Principe | 1 |  Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Sénégal | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Serbie | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Seychelles | 1 |  Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Sierra Leone | 1 |  Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Somalie | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Soudan du Sud | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Sri Lanka | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Soudan | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Suriname | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Tchad | 1 |  Oui |  Oui | 150 000 |   |   |
| Thaïlande | 1 |   |   | 250 000 | 183 514 | 30 000 |
| Timor-Leste | 1 |   |   | 50 000 |   |   |
| Togo | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Tonga | 1 |  Oui | En instance | 50 000 |   |   |
| Trinité-et-Tobago | 1 |  Oui |  Oui | 150 000 |   |   |
| Tunisie | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Turquie | 1 |   |   | 250 000 |   |   |
| Turkménistan | 1 |  Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Tuvalu | 1 |  Oui | En instance | 50 000 |   |   |
| Uruguay | 1 |  Oui |  Oui | 150 000 |   |   |
| Vanuatu | 1 |  Oui |  Oui | 50 000 |   |   |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 1 |   |   | 250 000 |   |   |
| Viet Nam | 1 |  Oui |  Oui | 250 000 |   |   |
| Yémen | 1 |   |   |   |   |   |
| Zambie | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Zimbabwe | 1 |   |   | 150 000 | 426 954 | 30 000 |
| **Total** |  |  |  | **18 055 943** | **13 397 249** | **403 821** |

**Annexe II**

**ANALYSE DU RAPPORT PÉRIODIQUE GLOBAL
DU FONDS MULTILATÉRAL AU 31 DÉCEMBRE 2019**

# Cette annexe comprend les deux parties suivantes :

## Partie I : Projets approuvés au titre des contributions régulières au Fonds multilatéral.

## Partie II : Projets approuvés au titre des contributions supplémentaires volontaires pour le soutien au démarrage rapide de la réduction progressive des HFC.

Partie I : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS RÉGULIÈRES AU FONDS MULTILATÉRAL

# Le Comité exécutif a approuvé la somme de 3,7 milliards $US[[20]](#footnote-20) pour les agences bilatérales et d’exécution, comme indiqué dans le tableau 1. Deux cent vingt-sept nouveaux projets et activités ont été approuvés en 2019. Ce niveau de financement devrait mener à l’élimination de 467 583 tonnes PAO de consommation et de production de SAO.

**Tableau 1. Financement approuvé par secteur et par agence au 31 décembre 2019 ($US)**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Secteur** | **PNUD** | **PNUE** | **ONUDI** | **Banque mondiale** | **Bilatérales** | **Total** |
| Aérosols | 26 054 837 | 882 689 | 34 413 701 | 22 984 030 | 2 051 914 | 86 387 171 |
| Destruction | 3 606 279 | 190 040 | 3 813 216 | 400 000 | 1 526 282 | 9 535 817 |
| Lutte contre les incendies | 2 170 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 170 |
| Mousses | 173 331 969 | 0 | 89 362 746 | 136 339 172 | 8 093 856 | 407 127 743 |
| Halons | 4 996 973 | 767 640 | 1 780 369 | 70 221 038 | 6 147 361 | 83 913 381 |
| Fumigènes | 20 081 241 | 2 614 366 | 78 028 741 | 5 837 887 | 18 226 925 | 124 789 159 |
| Multiples secteurs | 0 | 0 | 139 440 | 2 341 168 | 0 | 2 480 608 |
| Autre | 0 | 0 | 11 317 246 | 5 059 360 | 0 | 16 376 606 |
| Plan d’élimination | 333 872 234 | 58 031 670 | 340 083 408 | 200 687 026 | 64 115 519 | 996 789 857 |
| Agent de transformation | 1 286 923 | 0 | 6 337 359 | 114 342 497 | 0 | 121 966 779 |
| Production | 1 056 000 | 0 | 50 645 327 | 378 930 190 | 10 000 000 | 440 631 517 |
| Réfrigération | 139 612 399 | 13 872 913 | 182 330 122 | 180 259 970 | 40 910 116 | 556 985 520 |
| Plusieurs | 63 877 595 | 252 917 172 | 18 165 654 | 28 969 731 | 4 719 718 | 368 649 869 |
| Solvants | 63 699 997 | 198 860 | 23 247 443 | 10 237 394 | 2 512 738 | 99 896 432 |
| Stérilisants | 417 628 | 0 | 0 | 661 227 | 0 | 1 078 855 |
| **Total partiel** | **831 896 245** | **329 475 350** | **839 664 771** | **1 157 270 690** | **158 304 429** | **3 316 611 485** |
| Coûts d’appui aux agences | 113 444 224 | 27 234 741 | 109 857 585 | 118 391 340 | 15 090 052 | 384 017 942 |
| **Total** | **945 340 469** | **356 710 091** | **949 522 356** | **1 275 662 030** | **173 394 482** | **3 700 629 427** |

# Le tableau 2 présente un sommaire de l’état des projets mis en œuvre, par catégorie.

**Tableau 2. État de la mise en œuvre des projets, par catégorie**

| **Type** | **Nombre de projets\*** | **Financement ($US)\*\*** |
| --- | --- | --- |
| **Approuvés** | **Achevés** | **% d’achève-ment** | **Approuvé** | **Décaissé** | **Solde** | **% de décaisse-ment** |
| Programme de pays | 165 | 165 | 100 | 7 266 559 | 7 266 559 | 0 | 100 |
| Démonstration | 134 | 130 | 97 | 61 795 620 | 59 653 642 | 2 141 978 | 97 |
| Renforcement des institutions | 1 255 | 1 095 | 87 | 146 820 509 | 127 339 761 | 19 480 748 | 87 |
| Investissement | 3 046 | 2 820 | 93 | 2 640 657 455 | 2 477 044 964 | 163 612 491 | 94 |
| Préparation de projet | 1 727 | 1 593 | 92 | 86 939 116 | 83 064 330 | 3 874 786 | 96 |
| Assistance technique | 1 755 | 1 509 | 86 | 347 325 462 | 297 897 781 | 49 427 681 | 86 |
| Projets de formation | 324 | 324 | 100 | 25 806 763 | 25 806 763 | 0 | 100 |
| **Total** | **8 406** | **7 636** | **91** | **3 316 611 485** | **3 078 073 801** | **238 537 684** | **93** |

\*Ne comprend pas les projets fermés et transférés.

\*\* Ne comprend pas les coûts d’appui aux agences.

# Le tableau 3 présente un aperçu de l’état de la mise en œuvre des projets par année.[[21]](#footnote-21) Une somme de 3,08 milliards $US sur les 3,32 milliards $US approuvés (ne comprenant pas 78,96 millions $US décaissés en 2019) a été décaissée. Tous les projets et activités approuvés de 1991 à 2005 et en 2007 ont été achevés. Les projets approuvés (d’investissement et ne portant pas sur des investissements) ont mené à l’élimination de 493 405 tonnes PAO[[22]](#footnote-22) de consommation et de production de substances réglementées. Des projets d’investissement représentant la somme de 2,27 milliards $US ont été achevés au 31 décembre 2019, entraînant l’élimination permanente de 474 830 tonnes PAO de substances réglementées pour un taux d’efficacité global de 4,77 $US/kg PAO éliminé.

**Table 3. État de la mise en œuvre des projets, par année**

| **Année** | **Nombre de projets\*** | **Financement ($US)\*\*** |
| --- | --- | --- |
| **Approuvés** | **Achevés** | **% d’achè-vement** | **Approuvé** | **Décaissé**  | **Solde** | **% de** **décaissement** |
| 1991 | 68 | 68 | 100 | 7 950 771 | 7 950 771 | 0 | 100 |
| 1992 | 176 | 176 | 100 | 41 261 376 | 41 261 376 | 0 | 100 |
| 1993 | 217 | 217 | 100 | 73 198 586 | 73 198 586 | 0 | 100 |
| 1994 | 379 | 379 | 100 | 128 630 290 | 128 630 290 | 0 | 100 |
| 1995 | 355 | 355 | 100 | 111 188 309 | 111 188 309 | 0 | 100 |
| 1996 | 257 | 257 | 100 | 83 813 027 | 83 813 027 | 0 | 100 |
| 1997 | 532 | 532 | 100 | 154 314 938 | 154 314 941 | -2 | 100 |
| 1998 | 422 | 422 | 100 | 99 680 368 | 99 680 367 | 1 | 100 |
| 1999 | 546 | 546 | 100 | 152 710 736 | 152 710 736 | 0 | 100 |
| 2000 | 426 | 426 | 100 | 109 540 523 | 109 540 523 | 1 | 100 |
| 2001 | 427 | 427 | 100 | 130 139 750 | 130 139 751 | -1 | 100 |
| 2002 | 358 | 358 | 100 | 162 045 816 | 162 045 816 | 1 | 100 |
| 2003 | 247 | 247 | 100 | 157 043 468 | 157 043 468 | 0 | 100 |
| 2004 | 271 | 271 | 100 | 162 388 007 | 162 388 007 | 0 | 100 |
| 2005 | 255 | 255 | 100 | 180 276 023 | 180 276 022 | 1 | 100 |
| 2006 | 261 | 260 | 100 | 120 848 004 | 120 729 668 | 118 336 | 100 |
| 2007 | 213 | 213 | 100 | 120 144 867 | 120 084 047 | 60 821 | 100 |
| 2008 | 354 | 352 | 99 | 121 900 010 | 121 598 284 | 301 726 | 100 |
| 2009 | 320 | 318 | 99 | 73 793 821 | 73 051 122 | 742 699 | 99 |
| 2010 | 227 | 223 | 98 | 84 697 247 | 82 746 128 | 1 951 119 | 98 |
| 2011 | 264 | 257 | 97 | 202 086 773 | 198 026 586 | 4 060 187 | 98 |
| 2012 | 182 | 163 | 90 | 101 151 368 | 96 885 098 | 4 266 270 | 96 |
| 2013 | 184 | 177 | 96 | 125 807 625 | 123 885 672 | 1 921 954 | 98 |
| 2014 | 223 | 196 | 88 | 92 977 837 | 88 961 503 | 4 016 334 | 96 |
| 2015 | 379 | 328 | 87 | 160 521 930 | 136 658 684 | 23 863 246 | 85 |
| 2016 | 240 | 148 | 62 | 116 244 679 | 80 858 764 | 35 385 915 | 70 |
| 2017 | 125 | 57 | 46 | 64 366 109 | 52 225 009 | 12 141 100 | 81 |
| 2018 | 271 | 8 | 3 | 123 597 665 | 27 629 301 | 95 968 364 | 22 |
| 2019 | 227 | 0 | 0 | 54 291 561 | 551 947 | 53 739 614 | 1 |
| **Total** | **8 406** | **7 636** | **91** | **3 316 611 485** | **3 078 073 801** | **238 537 684** | **93** |

\* Ne comprend pas les projets fermés et transférés.

\*\* Ne comprend pas les coûts d’appui aux agences.

PROJETS ACHEVÉS[[23]](#footnote-23)

# Au total, 99,7 p. cent des sommes approuvées pour les projets d’investissement achevés ont été décaissées.[[24]](#footnote-24)

**Projets d’investissement achevés**

# Le tableau 4 présente des informations sur les projets d’investissement achevés depuis 1991. Le tableau présente des données totales, suivies des données par région, secteur, caractéristique de mise en œuvre et mode de décaissement.

**Tableau 4. Cumul des projets d’investissement achevés**

| **Élément** | **Nombredeprojets** | **Sommes approuvées plus les rajustements ($US)** | **% des sommes décaissées** | **Consomma-tion (tonnes PAO éliminées\*)**  | **Production (tonnes PAO éliminées\*)** | **Nbre moyen de mois entre l’approbation****et le premierdécaissement** | **Nbre moyen de mois entre l’approbation****et l’achèvement** | **Rapport coût-efficacité global pour le Fonds ($US/kg)** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **TOTAL** | **2 820** | **2 266 555 817** | **100** | **270 641** | **204 189** | **14** | **37** | **4,77**  |
| **Région** |  |  |  |  |  |  |  |   |
| Afrique | 478 | 156 820 669 | 99 | 18 124 | 0 | 12 | 38 | 8,65  |
| Asie et Pacifique | 1 508 | 1 641 273 933 | 100 | 210 069 | 184 239 | 16 | 37 | 4,16  |
| Europe | 146 | 71 401 527 | 100 | 8 045 | 175 | 10 | 34 | 8,69  |
| Amérique latine et Caraïbes | 688 | 397 059 688 | 99 | 34 404 | 19 775 | 14 | 37 | 7,33  |
| Mondial | n/a | 0 | 0 | 0 | 0 | n/a | n/a | n/a |
| **Secteur** |  |  |  |  |  | pp |  |   |
| Aérosols | 125 | 63 118 299 | 100 | 26 967 | 0 | 16 | 41 | 2,34  |
| Destruction | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Lutte contre les incendies | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Mousses | 1 003 | 376 083 357 | 100 | 69 420 | 0 | 15 | 34 | 5,42  |
| Fumigènes | 123 | 99 900 005 | 100 | 7 993 | 0 | 10 | 49 | 12,50  |
| Halons | 39 | 71 476 177 | 100 | 42 111 | 41 958 | 17 | 30 | 0,85  |
| Multiples secteurs | 4 | 2 287 376 | 100 | 419 | 0 | 28 | 78 | 5,46  |
| Autre | 8 | 16 059 360 | 100 | 1 574 | 0 | 12 | 20 | 10,20  |
| Plan d’élimination | 684 | 571 925 373 | 99 | 51 081 | 10 988 | 12 | 40 | 9,21  |
| Agent de transformation | 30 | 120 252 627 | 100 | 19 573 | 52 162 | 10 | 27 | 1,68  |
| Production | 61 | 414 398 882 | 100 | 0 | 99 081 | 9 | 19 | 4,18  |
| Réfrigération | 612 | 435 628 704 | 100 | 44 159 | 0 | 16 | 39 | 9,87  |
| Solvants | 128 | 94 351 804 | 100 | 7 285 | 0 | 19 | 32 | 12,95  |
| Stérilisants | 3 | 1 073 855 | 100 | 60 | 0 | 15 | 34 | 17,78  |
| **Caractéristiques de la mise en œuvre**   |
| Mise en œuvre par l’agence | 1 750 | 803 349 958 | 100 | 93 564 | 17 381 | 11 | 35 | 7,24  |
| Mise en œuvre par le pays | 1 070 | 1 463 205 859 | 100 | 177 077 | 186 808 | 20 | 40 | 4,02  |
| **Mode de décaissement**  |
| Au cours de la mise en œuvre  | 2 711 | 1 958 407 716 | 100 | 263 809 | 199 719 | 14 | 37 | 4,23  |
| Après la mise en œuvre  | 50 | 17 166 608 | 100 | 2 512 | 0 | 23 | 25 | 6,83  |
| Financement rétroactif | 37 | 14 635 851 | 100 | 2 100 | 500 | 15 | 11 | 5,63  |
| Du pays aux bénéficiaires finaux | 22 | 276 345 642 | 100 | 2 220 | 3 970 | 9 | 52 | 44,64  |

\*Ne comprend pas les projets fermés et transférés.

Projets ne portant pas sur des investissements achevés

# Le tableau 5 présente les données cumulatives des projets ne portant pas sur des investissements achevés. Au total, 3 223 projets ne portant pas sur des investissements ont été achevés depuis 1991, pour une valeur totale de 509,78 millions $US.

**Tableau 5. Cumul des projets ne portant pas sur des investissements achevés**

| **Élément** | **Nombre de projets** | **Sommes approuvées plus les rajustements ($US)** | **Pourcentage des sommes décaissées** | **Nbre moyen de mois entre l’approbation et le premier décaissement** | **Nombre moyen de mois entre l’approbation et l’achèvement** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **TOTAL** | **3 223** | **509 781 577** | **99** | **12** | **38** |
| **Région** |  |  |  |  |   |
| Afrique | 973 | 84 802 688 | 100 | 11 | 39 |
| Asie et Pacifique | 966 | 146 143 642 | 99 | 13 | 39 |
| Europe | 212 | 20 347 540 | 100 | 9 | 34 |
| Amérique latine et Caraïbes | 766 | 92 187 204 | 99 | 13 | 41 |
| Mondial | 306 | 166 300 505 | 98 | 6 | 23 |
| **Secteur** |  |  |  |  |   |
| Aérosols | 31 | 2 461 265 | 100 | 11 | 36 |
| Destruction | 15 | 7 089 466 | 100 | 11 | 62 |
| Lutte contre les incendies | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. |
| Mousses | 34 | 10 738 897 | 97 | 14 | 36 |
| Fumigènes | 137 | 21 224 434 | 100 | 9 | 39 |
| Halons | 82 | 11 238 156 | 100 | 17 | 44 |
| Multiples secteurs | 1 | 53 792 | 100 | 56 | 58 |
| Autre | 1 | 76 499 | 100 | 7 | 38 |
| Plan d’élimination | 491 | 51 518 567 | 99 | 13 | 41 |
| Agent de transformation | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. |
| Production | 1 | 40 000 | 100 | 4 | 4 |
| Réfrigération | 637 | 90 921 520 | 99 | 16 | 50 |
| Plusieurs | 1 759 | 311 020 199 | 99 | 10 | 32 |
| Solvants | 34 | 3 398 782 | 100 | 11 | 27 |
| Stérilisants | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. |
| **Caractéristiques de la mise en œuvre**  |  |  |  |  |   |
| Mise en œuvre par l’agence | 2 619 | 382 492 177 | 99 | 11 | 37 |
| Mise en œuvre par le pays | 604 | 127 289 400 | 99 | 15 | 41 |
| **Mode de décaissement** |  |  |  |  |   |
| Au cours de la mise en œuvre  | 3 189 | 497 875 380 | 99 | 12 | 38 |
| Après la mise en œuvre  | 26 | 2 325 462 | 100 | 14 | 21 |
| Financement rétroactif | 1 | 146 698 | 100 | 3 | 83 |
| Du pays aux bénéficiaires finaux | 7 | 9 434 037 | 100 | 7 | 38 |

# Le délai moyen entre l’approbation et le premier décaissement est de 12 mois pour les projets ne portant pas sur des investissements. Ces derniers ont été achevés 38 mois après leur approbation, en moyenne. Ce chiffre est influencé par le grand nombre de projets de la catégorie « plusieurs » (1 759 des 3 223) pour lesquels le délai moyen d’achèvement de projet est de 32 mois. Les projets ne portant pas sur des investissements des autres secteurs ont été achevés dans un délai de quatre à 62 mois suivant leur approbation.

# Presque tous les projets ont été mis en œuvre par l’agence concernée plutôt que par le pays. La mise en œuvre de projets ne portant pas sur des investissements par les agences n’exige habituellement pas d’accords légaux, ce qui peut expliquer pourquoi le délai est plus court (37 mois) que pour les projets ne portant pas sur des investissements mis en œuvre par le pays (41 mois).

**PROJETS EN COURS**

## **Projets d’investissement en cours**

# Le tableau 6 présente les informations sur l’état des projets d’investissement par région, secteur et caractéristique de mise en œuvre.

**Tableau 6. Cumul des projets d’investissement en cours**

| **Élément** | **Nombredeprojets** | **Sommes approuvées plus les rajustements ($US)** | **% des sommes décaissées** | **Nombre de projets dans lesquels il y a décaisse-ment** | **Pourcentage des projets dans lesquels il y a décaisse-ment** | **Nbre moyen de mois entre l’approbation****et le premierdécaissement** | **Nbre moyen de mois entre l’approbation****et l’achèvement prévu** | **Durée moyenne du retard dans l’achève-ment prévu du projet** | **Rapport de coût-efficacité global pour le Fonds ($US/kg)\*** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **TOTAL** | **226** | **357 473 945** | **56** | **167** | **74** | **10** | **55** | **27** | **57,94**  |
| **Région** |  |  |  |  |  |  |  |  |   |
| Afrique | 72 | 35 403 484 | 38 | 46 | 64 | 10 | 56 | 25 | 67,23  |
| Asie et Pacifique | 89 | 283 739 184 | 62 | 66 | 74 | 11 | 61 | 35 | 57,92  |
| Europe | 14 | 4 701 421 | 24 | 11 | 79 | 9 | 44 | 15 | 75,59  |
| Amérique latine et Caraïbes | 51 | 33 629 856 | 35 | 44 | 86 | 11 | 46 | 17 | 49,30  |
| Mondial | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| **Secteur** |  |  |  |  |  |  |  |  |   |
| Aérosols | 2 | 19 399 000 | 98 | 2 | 100 | 7 | 158 | 109 | 40,25  |
| Destruction | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Lutte contre les incendies | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Mousses | 3 | 3 573 740 | 67 | 2 | 67 | 7 | 86 | 64 | 73,53  |
| Fumigènes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Halons | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Multiples secteurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Plan d’élimination | 211 | 301 239 699 | 55 | 155 | 73 | 11 | 53 | 24 | 59,07  |
| Agent de transformation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Production | 2 | 24 790 000 | 44 | 2 | 100 | 12 | 70 | 36 | S.o. |
| Réfrigération | 8 | 8 471 506 | 54 | 6 | 75 | 9 | 57 | 43 | 15,70  |
| Solvants | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Stérilisants | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| **Caractéristiques de la mise en œuvre**  |
| Mise en œuvre par l’agence | 164 | 229 295 655 | 58 | 128 | 78 | 10 | 59 | 29 | 48,71  |
| Mise en œuvre par le pays | 62 | 128 178 290 | 52 | 39 | 63 | 13 | 42 | 18 | 87,66  |
| **Mode de décaissement** |
| Au cours de la mise en œuvre  | 211 | 165 542 460 | 40 | 152 | 72 | 10 | 54 | 26 | 37,29  |
| Après la mise en œuvre  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Financement rétroactif | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Du pays aux bénéficiaires finaux | 15 | 191 931 485 | 70 | 15 | 100 | 10 | 61 | 31 | 110,95  |

\*À partir des SAO à éliminer selon la proposition.

# Deux cent vingt-six projets d’investissement sont en cours de mise en œuvre pour une valeur totale de plus de 357,47 millions $US. Environ 56 p. cent des sommes ont déjà été décaissées. Le rapport coût-efficacité moyen des projets d’investissement en cours est de 57,94 $US/kg PAO à éliminer. Le délai moyen entre l’approbation et le premier décaissement est de 10 mois. La durée moyenne d’un projet d’investissement en cours est de 55 mois. De façon générale, les projets d’investissement sont menés à terme 27 mois plus tard que prévu, ce qui constitue un retard moyen.

**Projets ne portant pas sur des investissements en cours**

# Le tableau 7 présente des informations sur l’état des projets ne portant pas sur des investissements en cours par région, secteur et caractéristique de la mise en œuvre.

**Tableau 7. Cumul des projets ne portant pas sur des investissements en cours**

| **Élément** | **Nombredeprojets** | **Sommes approuvées plus les rajustements ($US)** | **% des sommes décaissées** | **Nombre de projets dans lesquels il y a décaisse-ment** | **Pourcentage des projets dans lesquels il y a décaissement** | **Nbre moyen de mois entre l’approbation****et le premierdécaissement** | **Nbre moyen de mois entre l’approbation****et l’achèvement prévu** | **Durée moyenne du retard dans l’achèvement prévu du projet** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **TOTAL** | **410** | **78 045 289** | **16** | **197** | **48** | **11** | **38** | **10** |
| **Région** |  |  |  |  |  |  |   |   |
| Afrique | 118 | 12 702 220 | 17 | 51 | 43 | 9 | 32 | 6 |
| Asie et Pacifique | 156 | 34 397 009 | 16 | 84 | 54 | 12 | 43 | 12 |
| Europe | 22 | 2 406 242 | 30 | 11 | 50 | 5 | 29 | 4 |
| Amérique latine et Caraïbes | 109 | 17 757 380 | 23 | 49 | 45 | 12 | 40 | 12 |
| Mondial | 5 | 10 782 438 | 1 | 2 | 40 | 14 | 19 | 6 |
| **Secteur** |  |  |  |  |  |  |   |   |
| Aérosols | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Destruction | 2 | 1 614 075 | 85 | 2 | 100 | 14 | 85 | 51 |
| Lutte contre les incendies | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Mousses | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Fumigènes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Halons | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Multiples secteurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Plan d’élimination | 218 | 38 881 288 | 15 | 111 | 51 | 11 | 42 | 11 |
| Agent de transformation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Production | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Réfrigération | 2 | 2 108 438 | 44 | 2 | 100 | 9 | 50 | 32 |
| Plusieurs | 188 | 35 441 488 | 12 | 82 | 44 | 10 | 33 | 9 |
| Solvants | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Stérilisants | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| **Caractéristiques de la mise en œuvre**    |
| Mise en œuvre par l’agence | 338 | 56 557 648 | 15 | 164 | 49 | 11 | 39 | 11 |
| Mise en œuvre par le pays | 72 | 21 487 641 | 18 | 33 | 46 | 10 | 34 | 6 |
| **Mode de décaissement** |  |  |  |  |  |  |   |   |
| Au cours de la mise en œuvre  | 409 | 77 546 089 | 16 | 196 | 48 | 11 | 38 | 10 |
| Après la mise en œuvre  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Financement rétroactif | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Du pays aux bénéficiaires finaux | 1 | 499 200 | 78 | 1 | 100 | 9 | 24 | S.o. |

# Quatre cent dix projets ne portant pas sur des investissements sont en cours de mise en œuvre pour une valeur totale de 78,05 millions $US, et 16 p. cent des sommes ont déjà été décaissées. Le délai moyen entre l’approbation et le premier décaissement est de 11 mois. Les projets ne portant pas sur des investissements en cours sont achevés 38 mois, en moyenne, après la date d’approbation, ce qui représente un retard de 10 mois.

PROJETS FERMÉS

# Le tableau 8 présente un sommaire des projets fermés.

Tableau 8. Sommaire des projets fermés

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Agence**  | **Nombre de projets** | **Sommes approuvées plus les rajustements ($US)** | **Sommes décaissées ($US)** | **Solde ($US)** | **Consomma-tion PAO à éliminer** | **Consomma-tion PAO éliminée** |
| PNUD | 81 | 6 895 392 | 6 895 392 | 0 | 673 | 636 |
| PNUE | 14 | 21 000 | 21 000 | 0 | 12 | 12 |
| ONUDI | 67 | 6 605 064 | 6 347 806 | 257 258 | 1 808 | 367 |
| Banque mondiale | 95 | 1 373 519 | 1 373 519 | 0 | 657 | 581 |
| Bilatérales | 17 | 227 901 | 227 901 | 0 | 223 | 0 |
| **Total** | **274** | **15 122 876** | **14 865 618** | **257 258** | **3 373** | **1 595** |

ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LES HFC

# Le tableau 9 présente un sommaire des projets en lien avec les HFC approuvés au titre des contributions régulières.

**Tableau 9. Projets en lien avec les HFC approuvés au titre des contributions régulières**

| **Type** | **Nombre de projets** | **Financement ($US)\*** |
| --- | --- | --- |
| **Approuvés** | **Achevés** | **% d’achèvement** | **Approuvé** | **Décaissé** | **Solde** | **% de décaissement** |
| Investissement\*\* | 7 | 1 | 14 | 4 894 389 | 2311513.6 | 2 582 875 | 47 |
| Préparation de projet | 2 | 1 | 50 | 130 000 | 129598.45 | 402 | 100 |
| Assistance technique, activités de facilitation | 24 | 0 | 0 | 2 895 000 | 335 444 | 2 559 556 | 12 |
| **Total** | **33** | **2** | **6** | **7 919 389** | **2 776 557** | **5 142 832** | **35** |

\*Ne comprend pas les coûts d’appui aux agences.

\*\* Élimination de 335,5 tm (521 709 tm d’éq-CO2) de HFC.

# Trente-trois projets portant sur les HFC (sept projets d’investissement, deux préparations de propositions de projet et 24 activités de facilitation) ont été approuvés au titre des contributions régulières pour la somme totale de 7 919 389 $US, pour lesquels la somme de 2 776 557 $US a déjà été décaissée.

# Parmi ces 33 projets, un projet d’investissement et une préparation de proposition de projet sont déjà achevés. La prorogation de la date d’achèvement de 21 activités de facilitation a été approuvée à la 84e réunion (16 projets) et à la 85e réunion (cinq projets). Les activités de facilitation en cours en sont à différentes étapes de leur mise en œuvre et devraient être achevées en 2020 et 2021. Les six projets d’investissement en cours restants devraient être achevés de 2020 à 2022, et la dernière préparation de projet devraient être menée à terme en 2020.

# **PartIE II : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS SUPPLÉMENTAIRES VOLONTAIRES POUR LE SOUTIEN AU DÉMARRAGE RAPIDE DE LA RÉDUCTION PROGRESSIVE DES HFC**

# Le Comité avait approuvé 144 projets en lien avec les HFC au titre des contributions supplémentaires volontaires au 31 décembre 2019, pour la somme de 23,94 millions $US (ne comprenant pas les coûts d’appui aux agences). Le tableau 10 résume l’état de ces projets.

# **Tableau 10. État des projets en lien avec les HFC à la fin de 2019**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Type** | **Nombre de projets** | **Financement ($US)\*** |
| **Approuvés** | **Achevés** | **% d’achève-ment** | **Approuvés** | **Décaissement** | **Solde** | **% de décaissement** |
| Investissement\*\* | 6 | 1 | 17 | 8 502 860 | 5 667 780 | 2 835 080 | 67 |
| Préparation de projet | 10 | 9 | 90 | 273 821 | 201 718 | 72 103 | 74 |
| Assistance technique, activités de facilitation | 128 | 12 | 9 | 15 160 943 | 5 981 581 | 9 179 362 | 39 |
| **Total** | **144** | **22** | **15** | **23 937 624** | **11 851 079** | **12 086 545** | **50** |

\*Ne comprend pas les coûts d’appui aux agences.

\*\* Élimination de 754,5 tm (1 108 442 tm d’éq-CO2) de HFC.

# Un projet d’investissement, neuf activités de préparation de propositions de projet et 12 activités de facilitation parmi les 144 projets approuvés avaient été menés à terme à la fin de 2019. La prorogation des dates d’achèvement de 113 des 116 activités de facilitation en cours a été approuvée à la 83e réunion (54 projets), à la 84e réunion (54 projets) et à la 85e réunion (5 projets). Les activités de facilitation en cours en sont à différentes étapes de leur mise en œuvre et devraient être menées à terme en 2020 et 2021.

#  Les cinq projets d’investissement en cours restants devraient être achevés en 2020 et 2021 et la préparation de projet en cours restante devrait être achevée en 2020. Une part de 11 851 079 $US des 23 937 624 $US approuvés a été décaissée (ne comprenant pas les coûts d’appui aux agences), ce qui représente un taux de décaissement de 50 p. cent.

Appendice I

MISE EN ŒUVRE DES PROJETS EN 2019, PAR PAYS

| **Pays** | **Élimination en 2019** | **Pourcentage de l’élimination prévue réalisée en 2019** | **Estimation des sommes décaissées en 2019 ($US)** | **Sommes décaissées en 2019 ($US)** | **Pourcentage des fonds décaissées par rapport à l’estimation en 2019** | **Pourcentage des projets prévus achevé en 2019** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Afghanistan | 1,0 | 0 | 157 389 | 303 738 | 193 | 0 |
| Afrique du Sud | 0,0 |   | 275 001 | 298 762 | 109 | 33 |
| Albanie | 1,1 |   | 170 312 | 232 136 | 136 |   |
| Algérie | 0,0 |   | 282 700 | 78 344 | 28 | 0 |
| Angola | 2,0 |   | 161 696 | 200 844 | 124 | 0 |
| Antigua-et-Barbuda | 0,0 |   | 30 188 | 0 | 0 | 0 |
| Arabie saoudite | 0,0 | 0 | 1 387 046 | 1 556 566 | 112 | 22 |
| Argentine | 0,0 | 0 | 604 619 | 751 865 | 124 | 25 |
| Arménie | 0,0 |   | 98 679 | 135 304 | 137 | 50 |
| Bahamas  | 0,0 |   | 91 588 | 30 278 | 33 | 100 |
| Bahreïn | 0,0 | 0 | 279 819 | 281 197 | 100 | 100 |
| Bangladesh | 0,0 |   | 678 463 | 281 357 | 41 | 100 |
| Barbade | 0,4 |   | 171 332 | 114 835 | 67 |   |
| Belize | 0,0 |   | 137 156 | 105 818 | 77 |   |
| Bénin | 2,4 |   | 106 028 | 91 801 | 87 | 0 |
| Bhoutan | 0,1 |   | 55 332 | 54 615 | 99 | 100 |
| Bolivie (État plurinational de) | 0,5 |   | 77 554 | 63 317 | 82 |   |
| Bosnie-Herzégovine | 0,0 |   | 144 948 | 177 620 | 123 | 0 |
| Botswana | 0,0 |   | 146 201 | 14 114 | 10 | 50 |
| Brésil | 104,3 | 100 | 4 407 013 | 5 585 131 | 127 | 100 |
| Brunei Darussalam | 0,0 |   | 140 099 | 117 264 | 84 | 100 |
| Burkina Faso | 0,0 |   | 142 285 | 118 227 | 83 | 100 |
| Burundi | 0,0 |   | 90 200 | 83 | 0 | 100 |
| Cambodge | 1,0 |   | 80 113 | 156 054 | 195 | 100 |
| Cameroun | 0,0 |   | 256 187 | 323 955 | 126 | 100 |
| Cap-Vert | 0,0 |   | 102 200 | 71 193 | 70 |   |
| Chili | 23,0 |   | 552 438 | 1 134 894 | 205 | 50 |
| Chine | 2 111,2 | 0 | 24 879 908 | 29 685 394 | 119 | 56 |
| Colombie | 10,8 | 0 | 682 187 | 797 083 | 117 | 33 |
| Comores | 0,0 |   | 61 792 | 57 775 | 93 | 67 |
| Congo  | 0,0 |   | 103 000 | 8 936 | 9 | 0 |
| Costa Rica | 0,0 |   | 65 985 | 185 239 | 281 |   |
| Côte d'Ivoire | 0,0 | 0 | 195 244 | 290 538 | 149 | 100 |
| Cuba | 1,0 |   | 201 041 | 315 312 | 157 | 0 |
| Djibouti | 0,0 |   | 96 113 | 39 030 | 41 | 100 |
| Dominique | 0,0 |   | 125 295 | 17 372 | 14 | 33 |
| Égypte | 39,2 | 78 | 2 361 712 | 1 839 961 | 78 | 50 |
| El Salvador | 0,0 |   | 289 214 | 65 056 | 22 | 0 |
| Équateur | 0,0 |   | 325 589 | 222 205 | 68 | 50 |
| Érythrée | 0,0 |   | 76 000 | 122 429 | 161 | 100 |
| Eswatini | 0,0 |   | 61 505 | 60 300 | 98 | 100 |
| Éthiopie | 0,0 | 0 | 111 001 | 32 000 | 29 | 0 |
| Fidji | 1,0 |   | 122 611 | 109 961 | 90 | 100 |
| Gabon | 0,0 |   | 178 926 | 111 567 | 62 | 100 |
| Gambie  | 0,0 | 0 | 153 500 | 193 826 | 126 | 75 |
| Géorgie | 0,0 |   | 49 231 | 104 337 | 212 |   |
| Ghana | 0,0 |   | 121 521 | 179 562 | 148 | 100 |
| Grenade | 0,0 |   | 130 485 | 80 369 | 62 | 100 |
| Guatemala | 0,4 | 0 | 201 237 | 157 711 | 78 | 50 |
| Guinée | 0,0 |   | 42 479 | 40 033 | 94 | 0 |
| Guinée équatoriale | 0,1 |   | 103 600 | 5 825 | 6 |   |
| Guinée-Bissau | 0,0 |   | 187 830 | 161 959 | 86 | 75 |
| Guyana | 0,2 | 67 | 134 755 | 117 528 | 87 | 80 |
| Haïti | 0,0 |   | 135 488 | 2 087 | 2 | 50 |
| Honduras | 2,0 | 0 | 202 898 | 137 063 | 68 | 40 |
| Îles Cook | 0,0 |   | 59 359 | 33 814 | 57 |   |
| Îles Marshall | 0,0 |   | 67 636 | 52 809 | 78 | 0 |
| Îles Salomon | 0,0 |   | 84 300 | 68 889 | 82 | 100 |
| Inde | 35,0 | 0 | 5 564 943 | 3 660 365 | 66 | 100 |
| Indonésie | 3,3 | 72 | 1 313 869 | 790 249 | 60 | 63 |
| Iran (République islamique d’) | 24,8 | 92 | 1 095 606 | 1 852 545 | 169 | 80 |
| Iraq | 0,0 | 0 | 857 015 | 452 999 | 53 | 0 |
| Jamaïque | 0,0 | 0 | 138 469 | 76 499 | 55 | 0 |
| Jordanie | 0,0 | 0 | 1 735 130 | 814 820 | 47 | 50 |
| Kenya | 0,0 |   | 197 067 | 96 630 | 49 | 0 |
| Kirghizistan | 0,0 |   | 216 658 | 208 532 | 96 | 100 |
| Kiribati | 0,0 |   | 63 829 | 55 049 | 86 | 100 |
| Koweït | 0,0 | 0 | 720 070 | 104 084 | 14 | 0 |
| Lesotho | 0,0 |   | 141 000 | 92 225 | 65 |   |
| Liban | 6,0 |   | 273 127 | 493 187 | 181 | 50 |
| Liberia | 0,0 |   | 78 537 | 139 402 | 177 | 100 |
| Libye | 0,0 |   | 151 239 | 80 995 | 54 | 0 |
| Macédoine du Nord | 0,0 |   | 62 001 | 91 324 | 147 | 100 |
| Madagascar | 0,4 |   | 207 745 | 163 740 | 79 | 100 |
| Malaisie | 73,6 |   | 504 611 | 1 385 155 | 274 | 100 |
| Malawi | 0,0 |   | 100 953 | 116 575 | 115 | 100 |
| Maldives | 0,0 | 0 | 164 493 | 262 828 | 160 | 100 |
| Mali | 0,0 |   | 85 221 | 122 090 | 143 | 100 |
| Maroc | 0,0 |   | 285 000 | 221 077 | 78 | 50 |
| Maurice | 0,0 |   | 163 000 | 132 416 | 81 | 100 |
| Mauritanie | 0,0 |   | 138 400 | 0 | 0 |   |
| Mexique | 176,6 |   | 1 814 459 | 2 479 735 | 137 | 20 |
| Micronésie (États fédérés de) | 0,0 |   | 56 402 | 37 225 | 66 | 0 |
| Mongolie | 0,0 |   | 99 494 | 58 350 | 59 | 100 |
| Monténégro | 0,2 |   | 6 700 | 23 801 | 355 | 100 |
| Mozambique | 0,0 |   | 203 562 | 129 961 | 64 | 100 |
| Myanmar | 0,0 | 0 | 125 222 | 121 280 | 97 | 0 |
| Namibie | 0,0 | 0 | 116 310 | 120 557 | 104 | 0 |
| Nauru | 0,0 |   | 47 975 | 19 236 | 40 |   |
| Népal | 0,1 | 100 | 97 037 | 25 710 | 26 | 50 |
| Nicaragua | 0,6 |   | 101 529 | 58 253 | 57 | 50 |
| Niger  | 0,0 |   | 77 475 | 110 787 | 143 | 50 |
| Nigeria | 30,0 |   | 812 860 | 329 167 | 40 |   |
| Nioué | 0,0 |   | 74 725 | 40 000 | 54 | 100 |
| Oman | 0,0 |   | 198 085 | 82 157 | 41 | 0 |
| Ouganda | 0,0 |   | 122 750 | 90 696 | 74 | 33 |
| Pakistan | 0,0 |   | 858 599 | 448 440 | 52 | 100 |
| Palau | 0,0 |   | 65 675 | 90 303 | 137 | 100 |
| Panama | 2,0 |   | 226 792 | 260 629 | 115 | 100 |
| Papouasie Nouvelle-Guinée | 0,0 |   | 50 000 | 70 947 | 142 |   |
| Paraguay | 2,1 |   | 207 360 | 96 419 | 46 | 100 |
| Pérou | 0,9 |   | 217 915 | 124 198 | 57 | 0 |
| Philippines  | 0,0 |   | 66 090 | 15 965 | 24 | 100 |
| Qatar | 0,0 | 0 | 242 047 | 135 943 | 56 | 0 |
| République arabe syrienne | 0,0 |   | 57 000 | 12 876 | 23 |   |
| République centrafricaine | 0,0 |   | 30 000 | 0 | 0 | 0 |
| République de Moldavie | 0,2 |   | 139 577 | 96 635 | 69 | 100 |
| République démocratique du Congo | 0,0 |   | 93 068 | 121 155 | 130 | 25 |
| République démocratique populaire lao | 0,0 | 0 | 100 782 | 59 784 | 59 | 0 |
| République dominicaine | 4,2 |   | 448 357 | 522 549 | 117 | 50 |
| République populaire démocratique de Corée | 0,0 |   | 51 728 | 154 873 | 299 |   |
| République unie de Tanzanie | 0,0 | 0 | 158 010 | 114 893 | 73 | 33 |
| Rwanda | 0,0 |   | 104 120 | 60 533 | 58 | 0 |
| Sainte Lucie | 0,0 |   | 165 418 | 62 165 | 38 | 67 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 0,1 |   | 180 700 | 135 942 | 75 | 100 |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 0,0 |   | 127 500 | 0 | 0 | 0 |
| Samoa | 0,0 |   | 89 900 | 82 430 | 92 | 100 |
| Sao Tomé-et-Principe | 0,0 |   | 159 600 | 87 378 | 55 | 100 |
| Sénégal | 0,0 |   | 192 666 | 274 689 | 143 | 75 |
| Serbie | 0,0 |   | 262 771 | 262 143 | 100 |   |
| Seychelles | 0,0 | 0 | 67 390 | 4 590 | 7 | 0 |
| Sierra Leone | 0,1 |   | 132 368 | 73 081 | 55 | 50 |
| Somalie | 0,0 |   | 46 000 | 54 077 | 118 | 100 |
| Soudan | 7,9 |   | 595 026 | 564 268 | 95 | 100 |
| Soudan du Sud | 0,0 |   | 67 500 | 15 000 | 22 | 33 |
| Sri Lanka | 1,1 | 46 | 97 151 | 104 604 | 108 | 50 |
| Suriname | 0,0 | 0 | 165 066 | 71 564 | 43 | 0 |
| Tchad | 0,0 |   | 90 000 | 104 980 | 117 | 50 |
| Thaïlande | 4,2 |   | 90 387 | 72 544 | 80 | 100 |
| Timor-Leste | 0,0 |   | 91 227 | 51 606 | 57 |   |
| Togo | 0,3 |   | 147 839 | 125 506 | 85 | 100 |
| Tonga | 0,0 |   | 57 273 | 65 689 | 115 | 100 |
| Trinité-et-Tobago | 4,0 |   | 117 984 | 300 439 | 255 |   |
| Tunisie | 0,0 | 0 | 434 172 | 321 543 | 74 | 67 |
| Turkménistan | 0,0 |   | 88 901 | 115 074 | 129 | 0 |
| Turquie | 0,0 |   | 1 419 338 | 670 212 | 47 | 100 |
| Tuvalu | 0,0 |   | 80 071 | 45 110 | 56 | 100 |
| Uruguay | 1,0 |   | 179 784 | 250 629 | 139 | 100 |
| Vanuatu | 0,0 |   | 63 158 | 62 698 | 99 | 0 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 0,0 |   | 160 469 | 147 885 | 92 | 100 |
| Viet Nam | 0,0 | 0 | 285 555 | 224 263 | 79 | 50 |
| Yémen | 0,0 |   | 85 000 | 160 | 0 | 0 |
| Zambie | 0,0 |   | 87 941 | 94 130 | 107 | 100 |
| Zimbabwe | 0,0 |   | 171 391 | 108 322 | 63 | 100 |
| Mondial | 0.0 |   | 5,881,660 | 8,458,727 | 144 | 100 |
| Région Asie-Pacifique | 0.0 |   | 281,930 | 479,641 | 170 | 100 |
| Région de l’Europe | 0.0 |   | 202,895 | 364,988 | 180 | 100 |
| **Total** | **2,680.5** | **9** | **76,133,747** | **78,957,204** | **104** | **57** |

\*Élimination de 134,3 mt (192 272 tm d’éq-CO2) en 2019 dans les projets en lien avec les HFC.

Appendice II

PLAN DE GESTION DE L'ÉLIMINATION DES HCFC PAR PAYS
AU 31 DÉCEMBRE 2019

| **Pays** | **Élimination approuvée (tonnes PAO)** | **Sommes approuvées ($US)** | **Sommes décaissées ($US)** | **Solde ($US)** | **Sommes décaissées (%)** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Afghanistan | 9,4 | 604 725 | 455 988 | 148 737 | 75 |
| Afrique du Sud | 100,3 | 6 354 796 | 4 902 358 | 1 452 438 | 77 |
| Albanie | 2,1 | 281 813 | 281 813 | 0 | 100 |
| Algérie | 13,5 | 1 808 804 | 1 185 089 | 623 715 | 66 |
| Angola | 5,6 | 625 726 | 386 963 | 238 763 | 62 |
| Antigua-et-Barbuda | 0,0 | 27 235 | 27 235 | 0 | 100 |
| Arabie saoudite | 353,5 | 9 682 575 | 6 429 146 | 3 253 429 | 66 |
| Argentine | 142,4 | 15 348 801 | 10 640 389 | 4 708 412 | 69 |
| Arménie | 3,5 | 656 936 | 600 852 | 56 084 | 91 |
| Bahamas  | 1,6 | 277 050 | 183 178 | 93 873 | 66 |
| Bahreïn | 9,4 | 994 455 | 810 590 | 183 865 | 82 |
| Bangladesh | 32,3 | 4 052 216 | 1 550 586 | 2 501 630 | 38 |
| Barbade | 1,3 | 252 000 | 179 770 | 72 230 | 71 |
| Belize | 1,0 | 236 000 | 236 000 | 0 | 100 |
| Bénin | 8,3 | 565 828 | 501 019 | 64 809 | 89 |
| Bhoutan | 0,3 | 423 000 | 383 287 | 39 713 | 91 |
| Bolivia (État plurinational de) | 1,5 | 283 344 | 264 964 | 18 380 | 94 |
| Bosnie-Herzégovine | 6,6 | 908 645 | 849 932 | 58 713 | 94 |
| Botswana | 3,8 | 505 000 | 194 253 | 310 747 | 38 |
| Brésil | 474,4 | 41 490 199 | 27 523 169 | 13 967 030 | 66 |
| Brunei Darussalam | 1,6 | 282 900 | 250 330 | 32 570 | 88 |
| Burkina Faso | 2,0 | 565 630 | 501 371 | 64 259 | 89 |
| Burundi | 1,0 | 296 844 | 146 910 | 149 934 | 49 |
| Cambodge | 2,9 | 1 150 000 | 900 000 | 249 999 | 78 |
| Cameroun | 26,8 | 1 690 013 | 1 158 965 | 531 048 | 69 |
| Cap-Vert | 0,1 | 143 834 | 127 911 | 15 922 | 89 |
| Chili | 66,1 | 4 965 403 | 3 493 488 | 1 471 915 | 70 |
| Chine | 3 463,9 | 369 859 236 | 318 263 864 | 51 595 372 | 86 |
| Colombie | 189,2 | 11 706 162 | 9 123 694 | 2 582 468 | 78 |
| Comores | 0,0 | 144 000 | 113 777 | 30 223 | 79 |
| Congo  | 3,6 | 313 626 | 222 961 | 90 665 | 71 |
| Costa Rica | 19,6 | 1 341 299 | 1 093 887 | 247 412 | 82 |
| Côte d'Ivoire | 22,3 | 1 638 362 | 623 957 | 1 014 405 | 38 |
| Croatie | 8,1 | 804 104 | 804 104 | 0 | 100 |
| Cuba | 19,3 | 1 691 527 | 1 465 825 | 225 702 | 87 |
| Djibouti | 0,2 | 143 500 | 99 500 | 44 000 | 69 |
| Dominique | 0,1 | 148 050 | 10 026 | 138 024 | 7 |
| Égypte | 281,7 | 19 971 454 | 7 579 077 | 12 392 377 | 38 |
| El Salvador | 8,8 | 1 037 601 | 848 594 | 189 007 | 82 |
| Équateur | 28,0 | 2 323 792 | 1 860 907 | 462 885 | 80 |
| Érythrée | 0,4 | 188 821 | 188 470 | 351 | 100 |
| Eswatini  | 8,3 | 852 099 | 821 931 | 30 168 | 96 |
| Éthiopie | 1,9 | 279 771 | 157 191 | 122 580 | 56 |
| Fidji | 2,0 | 283 500 | 258 584 | 24 916 | 91 |
| Gabon | 10,6 | 481 000 | 287 211 | 193 789 | 60 |
| Gambie | 0,6 | 188 497 | 152 958 | 35 539 | 81 |
| Géorgie  | 2,3 | 469 400 | 361 500 | 107 900 | 77 |
| Ghana | 26,3 | 1 356 311 | 1 118 531 | 237 780 | 82 |
| Grenade | 0,3 | 189 000 | 172 470 | 16 530 | 91 |
| Guatemala | 4,3 | 392 063 | 320 763 | 71 300 | 82 |
| Guinée | 1,2 | 298 053 | 298 052 | 0 | 100 |
| Guinée équatoriale | 0,9 | 249 962 | 150 787 | 99 175 | 60 |
| Guinée-Bissau | 1,0 | 251 138 | 221 035 | 30 103 | 88 |
| Guyana | 0,7 | 413 430 | 226 739 | 186 691 | 55 |
| Haïti | 0,4 | 167 119 | 20 841 | 146 278 | 12 |
| Honduras | 7,0 | 558 497 | 446 659 | 111 838 | 80 |
| Îles Cook | 0,0 | 89 100 | 64 750 | 24 350 | 73 |
| Îles Marshall | 0,1 | 101 700 | 86 545 | 15 155 | 85 |
| Îles Salomon | 0,7 | 175 500 | 145 572 | 29 928 | 83 |
| Inde | 820,9 | 48 020 085 | 26 964 350 | 21 055 735 | 56 |
| Indonésie | 176,9 | 15 389 041 | 10 947 674 | 4 441 367 | 71 |
| Iran (République islamique d’) | 269,2 | 16 701 022 | 11 715 399 | 4 985 623 | 70 |
| Iraq | 15,0 | 1 180 000 | 383 826 | 796 174 | 33 |
| Jamaïque | 8,9 | 583 537 | 486 301 | 97 236 | 83 |
| Jordanie | 59,3 | 5 836 874 | 3 629 041 | 2 207 833 | 62 |
| Kenya | 14,1 | 1 356 500 | 996 631 | 359 869 | 73 |
| Kirghizistan | 3,3 | 738 722 | 557 270 | 181 452 | 75 |
| Kiribati | 0,0 | 98 100 | 79 269 | 18 831 | 81 |
| Koweït | 209,9 | 8 555 223 | 3 162 700 | 5 392 524 | 37 |
| Lesotho | 0,0 | 252 000 | 203 938 | 48 062 | 81 |
| Liban | 68,5 | 6 019 109 | 5 366 536 | 652 573 | 89 |
| Liberia | 2,0 | 283 500 | 256 541 | 26 959 | 90 |
| Libye | 26,4 | 1 161 310 | 682 756 | 478 554 | 59 |
| Macédoine du Nord | 2,1 | 972 130 | 844 617 | 127 513 | 87 |
| Madagascar | 6,0 | 502 434 | 400 688 | 101 746 | 80 |
| Malaisie | 245,2 | 15 570 633 | 12 130 650 | 3 439 983 | 78 |
| Malawi | 3,8 | 313 750 | 298 631 | 15 120 | 95 |
| Maldives | 0,6 | 1 081 616 | 1 031 613 | 50 003 | 95 |
| Mali | 5,2 | 500 830 | 434 723 | 66 107 | 87 |
| Maroc | 11,0 | 1 284 159 | 1 080 515 | 203 644 | 84 |
| Maurice | 3,1 | 621 200 | 359 476 | 261 724 | 58 |
| Mauritanie | 0,0 | 255 000 | 0 | 255 000 | 0 |
| Mexique | 555,7 | 27 045 795 | 21 440 422 | 5 605 373 | 79 |
| Micronésie (États fédérés de) | 0,1 | 100 800 | 79 227 | 21 573 | 79 |
| Mongolie | 1,0 | 320 769 | 308 615 | 12 154 | 96 |
| Monténégro | 0,3 | 380 889 | 362 209 | 18 680 | 95 |
| Mozambique | 3,1 | 302 500 | 83 911 | 218 589 | 28 |
| Myanmar | 0,4 | 251 000 | 138 583 | 112 417 | 55 |
| Namibie | 8,2 | 810 000 | 552 539 | 257 461 | 68 |
| Nauru | 0,0 | 66 600 | 49 915 | 16 685 | 75 |
| Népal | 0,6 | 189 000 | 162 641 | 26 359 | 86 |
| Nicaragua | 2,7 | 292 748 | 209 329 | 83 418 | 72 |
| Niger  | 5,6 | 488 840 | 273 840 | 215 000 | 56 |
| Nigeria | 143,7 | 7 978 283 | 4 799 320 | 3 178 963 | 60 |
| Nioué | 0,0 | 65 700 | 57 225 | 8 475 | 87 |
| Oman | 10,6 | 828 831 | 664 387 | 164 443 | 80 |
| Ouganda | 0,0 | 143 977 | 130 141 | 13 835 | 90 |
| Pakistan | 150,3 | 10 792 366 | 6 182 154 | 4 610 211 | 57 |
| Palau | 0,1 | 108 000 | 103 000 | 5 000 | 95 |
| Panama | 11,6 | 985 141 | 534 554 | 450 587 | 54 |
| Papouasie Nouvelle-Guinée | 2,0 | 991 000 | 693 995 | 297 005 | 70 |
| Paraguay | 6,3 | 567 000 | 467 794 | 99 206 | 83 |
| Pérou | 3,8 | 692 497 | 376 423 | 316 074 | 54 |
| Philippines  | 40,0 | 3 628 365 | 2 634 307 | 994 058 | 73 |
| Qatar | 14,7 | 1 124 747 | 932 242 | 192 505 | 83 |
| Région Asie-Pacifique | 0,0 | 240 000 | 240 000 | 0 | 100 |
| République centrafricaine | 0,5 | 64 001 | 64 001 | 0 | 100 |
| République de Moldavie | 0,3 | 243 951 | 178 554 | 65 397 | 73 |
| République démocratique du Congo | 5,8 | 475 000 | 474 324 | 676 | 100 |
| République démocratique populaire lao | 0,8 | 252 000 | 190 036 | 61 964 | 75 |
| République dominicaine | 12,5 | 3 021 598 | 2 615 461 | 406 137 | 87 |
| République populaire démocratique de Corée | 19,4 | 808 320 | 249 562 | 558 758 | 31 |
| République unie de Tanzanie | 0,6 | 187 875 | 129 371 | 58 503 | 69 |
| Rwanda | 1,2 | 249 399 | 170 982 | 78 417 | 69 |
| Sainte Lucie | 0,4 | 184 419 | 157 375 | 27 044 | 85 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 0,3 | 147 600 | 98 342 | 49 258 | 67 |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 0,2 | 318 951 | 178 951 | 140 000 | 56 |
| Samoa | 0,1 | 133 650 | 128 250 | 5 400 | 96 |
| Sao Tomé-et-Principe | 0,1 | 139 012 | 109 051 | 29 961 | 78 |
| Sénégal | 3,6 | 454 023 | 397 994 | 56 029 | 88 |
| Serbie | 5,2 | 966 506 | 919 470 | 47 036 | 95 |
| Seychelles | 1,4 | 540 000 | 349 700 | 190 300 | 65 |
| Sierra Leone | 0,4 | 186 620 | 139 310 | 47 310 | 75 |
| Somalie | 1,8 | 353 746 | 299 857 | 53 889 | 85 |
| Soudan | 47,5 | 4 166 680 | 1 978 863 | 2 187 817 | 47 |
| Soudan du Sud | 0,0 | 20 000 | 0 | 20 000 | 0 |
| Sri Lanka | 4,7 | 591 866 | 545 166 | 46 700 | 92 |
| Suriname | 0,6 | 186 742 | 113 609 | 73 133 | 61 |
| Tchad | 5,7 | 489 542 | 464 522 | 25 020 | 95 |
| Thaïlande | 255,0 | 18 424 008 | 16 924 008 | 1 500 000 | 92 |
| Timor-Leste | 0,0 | 404 700 | 297 986 | 106 714 | 74 |
| Togo | 7,0 | 567 000 | 397 403 | 169 597 | 70 |
| Tonga | 0,0 | 114 300 | 88 063 | 26 237 | 77 |
| Trinité-et-Tobago | 17,9 | 1 374 733 | 1 231 827 | 142 906 | 90 |
| Tunisie | 16,8 | 1 837 922 | 701 037 | 1 136 885 | 38 |
| Turkménistan | 2,4 | 614 547 | 589 023 | 25 524 | 96 |
| Turquie | 410,7 | 12 427 419 | 9 158 759 | 3 268 660 | 74 |
| Tuvalu | 0,0 | 82 800 | 65 473 | 17 327 | 79 |
| Uruguay | 9,9 | 1 373 893 | 747 498 | 626 395 | 54 |
| Vanuatu | 0,1 | 133 650 | 117 109 | 16 541 | 88 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 28,9 | 2 488 281 | 2 273 928 | 214 352 | 91 |
| Viet Nam | 193,1 | 10 894 762 | 8 372 951 | 2 521 811 | 77 |
| Yémen | 11,6 | 159 529 | 159 529 | 0 | 100 |
| Zambie | 1,7 | 282 956 | 182 956 | 100 000 | 65 |
| Zimbabwe | 12,3 | 982 818 | 849 600 | 133 218 | 86 |
| **Total** | **9 377,8** | **764 597 883** | **587 376 142** | **177 221 742** | **77** |

Annexe III

rapport sur les projets d’investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés AU TITRE des contributions supplémentaires volontaires d’un groupe de 17 parties non visées à l’article 5

**Contexte**

# Lors de son examen du rapport périodique global du Fonds multilatéral au 31 décembre 2018, le Comité exécutif, à sa 84e réunion, a chargé le Secrétariat de remettre à la 85e réunion un rapport périodique supplémentaire sur les projets d’investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d’un groupe de 17 pays non visés à l'article 5, en identifiant les pays pour lesquels les projets ont été approuvés et en offrant un aperçu des objectifs, de l’état de la mise en œuvre, des principales conclusions et des enseignements tirés, des quantités de HFC éliminées s’il y a lieu, des sommes approuvées et décaissées, ainsi que des difficultés potentielles pouvant retarder l’achèvement des activités et projets, étant entendu que les renseignements seraient fournis sur une base individuelle pour les projets en lien avec les HFC et globalement pour les activités de facilitation sur les HFC (décision 84/12(b)).

# En réponse à la décision 84/12 b), le Secrétariat a remis à la 85e réunion[[25]](#footnote-25) le rapport supplémentaire sur les projets d’investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC en utilisant le modèle actualisé, après avoir intégré les suggestions pertinentes des agences bilatérales et d’exécution.

# L’information à jour sur les projets d’investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC reposant sur les renseignements actualisés remis par les agences bilatérales et d’exécution est présentée ci-dessous.

**Rapport sur les projets d’investissement en lien avec les HFC**

# Les agences d’exécution ont remis des rapports de situation détaillés sur la mise en œuvre des projets d’investissement sur les HFC pour l’Argentine, le Bangladesh, la Chine, le Liban, le Mexique et la Thaïlande. Les projets individuels sont résumés dans le tableau 1.

**Tableau 1. Sommaire des projets d’investissement en lien avec les HFC**

| **Pays** | **Agence** | **Produits** | **HFC utilisés (tm)** | **Substances de remplacement utilisées** | **Tm éq-CO2** | **Sommes approuvées ($US)** | **Sommes décaissées ($US)** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Argentine | ONUDI | Réfrigérateurs domestiques et commerciaux | HFC-134a (96.60 tm) | R-600a/R-290 | 138 069 | 1 840 755 | 681 703 |
| Bangladesh | PNUD | Compresseurs et réfrigérateurs domestiques | HFC-134a (230,63 tm) | R-600a  | 329 801 | 3 131 610 | 3 126 415 |
| Chine | PNUD | Mousse isolante pour les réfrigérateurs domestiques | Cyclopentane + HFC-245fa (250,00 tm) | Cyclopentane + HFO-1233zd(E) | 257 500 | 1 275 000 | 1 018 413 |
| Liban | ONUDI | Réfrigérateurs domestiques et commerciaux | HFC-134a/ R‑404A (112,58 tm) | R-600a/R-290 | 245 860 | 1 053 858 | 841 249 |
| Mexique | ONUDI | Réfrigérateurs commerciaux | HFC-134a/ R‑404A (56,04 tm) | R-600a/R-290 | 90 878 | 1 018 123 | 0 |
| Thaïlande[[26]](#footnote-26) | Banque mondiale | Réfrigérateurs commerciaux | HFC-134a (8,78 tm) | R-600a | 12 555 | 183 514 | 0 |
| **Total** |  |  | **754,64** |  | **1 074 663** | **8 502 860** | **5 667 780** |

# Un projet (Bangladesh) a été achevé et le PNUD a remis un rapport détaillé. Bien que les cinq autres projets avancent à un rythme satisfaisant et que la plupart des activités liées à l’installation de l’équipement et une production d’essai devraient être terminées avant le 31 décembre 2020, la situation de la COVID-19 pourrait retarder l’achèvement

**Rapport sur les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC**

# La liste des pays ayant reçu un soutien financier pour les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC est fournie à l’annexe I au présent document, avec l’état de la ratification de l’Amendement de Kigali et l’état du programme d’octroi de permis pour les HFC, exigé à l’article 4B. Le soutien à la ratification hâtive de l’Amendement de Kigali, la mise en œuvre des activités indiquées au paragraphe 20 de la décision XXVIII/2 visant à établir des arrangements institutionnels de soutien, l’examen des programmes d’octroi de permis, la communication des données sur la consommation et la production de HFC, et la démonstration d’activités ne portant pas sur des investissements telles que la formation et la diffusion d’information, sont les principales raisons justifiant les demandes de financement des activités de facilitation.

Aperçu des progrès dans la mise en œuvre

# Les activités de facilitation avancent bien dans la plupart des pays, À ce jour, le PNUD,[[27]](#footnote-27) le PNUE[[28]](#footnote-28) et l’ONUDI[[29]](#footnote-29) ont réalisé 17 projets en lien avec les activités de facilitation d’ici à 2020.

# Voici un sommaire des activités :

## Ratification de l’Amendement de Kigali : Consultations avec les parties prenantes sur les dispositions de l’Amendement de Kigali et les conséquences de sa ratification; rédaction des documents légaux; coordination et diffusion d’information aux différentes parties prenantes; évaluation par les pays des tendances en consommation de HFC et les répercussions de l’Amendement sur les différentes parties prenantes; évaluation des besoins de formation en introduction de technologies sans HFC et l’utilisation sécuritaire des technologies de remplacement pour le secteur de l’entretien; et participation à l’atelier régional sur la ratification de l’Amendement de Kigali;

## Élaboration et exécution du programme d’octroi de permis et de quotas : Examen et/ou révision des lois et réglementations, y compris les programmes d’octroi de permis et de quotas d’importation et d’exportation, afin d’y inclure les dispositions de l’Amendement de Kigali; ateliers de consultation sur l’élaboration d’un programme d’octroi de permis[[30]](#footnote-30) et de quotas; et consultations sur les mécanismes de suivi de l’offre et l’utilisation de HFC avec les douaniers et les autres parties prenantes ;

## Soutien à l’exécution d’un programme de collecte de données et de suivi :Création d’un programme de collecte de données sur les HFC; consultations avec les importateurs, les négociants et les autres parties prenantes pour la collecte de données sur les HFC et les mélanges contenant des HFC; exigences en matière d’établissement de rapports et de suivi; mise à jour du système harmonisé (SH) de codes de suivi des HFC et des mélanges contenant des HFC; coordination régionale de la mise en place de codes du SH pour les HFC; et achat d’équipement pour identifier les frigorigènes à base de HFC;

## Mise en œuvre d’autres activités, y compris la démonstration et la formation : Programmes de formation sur l’utilisation de solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRG), dont des frigorigènes inflammables, avec le soutien d’experts techniques; programmes de rayonnement pour sensibiliser le public à l’Amendement de Kigali, les HFC, les solutions de remplacement sans HFC utilisées dans différentes applications, l’utilisation de solutions de remplacement à faible PRG, la réglementation sur l’utilisation de HFC et de solutions de remplacement sans HFC et le suivi de l’utilisation des HFC et des substances sans HFC dans les secteurs de la fabrication et de l’entretien de l’équipement de réfrigération, les institutions gouvernementales et techniques et le public; et différents régimes fiscaux fondés sur le PRG des frigorigènes; et

## Activités en lien avec l’efficacité énergétique : Coordination avec les institutions d’efficacité énergétique afin d’inclure les dispositions sur l’efficacité énergétique lors de la mise en place de différentes mesures d’efficacité énergétique (p. ex., normes minimales de performance énergétique, programmes d’étiquetage, amélioration de l’efficacité énergétique de l’équipement de réfrigération et de climatisation, participation à l’élaboration de plans de refroidissement afin de promouvoir les technologies éconergétiques à faible PRG, contribution lors de l’élaboration de normes régionales sur l’adoption de technologies éconergétiques)[[31]](#footnote-31); encouragement de la participation des parties prenantes de l’efficacité énergétique aux réunions en lien avec l’Amendement de Kigali; promotion de l’efficacité énergétique du refroidissement dans le cadre de mesures sectorielles de promotion de l’efficacité énergétique; formation en technologies de réfrigération et climatisation éconergétiques; démonstration des économies réalisées par les utilisateurs qui adoptent de l’équipement éconergétique; et conception d’équipement de réfrigération et climatisation éconergétique, et de mesures pour accroître l’adoption de technologies éconergétiques.

Principales conclusions et enseignements tirés

# Les pays ont acquis de l’expérience concernant le processus de ratification de l’Amendement de Kigali et la mise en œuvre des activités de facilitation de la réduction progressive des HFC au cours de la mise en œuvre des activités de facilitation. Elles est résumée ci-dessous :

## Le rapport d’évaluation du pays permettant de comprendre les tendances de consommation aide les parties prenantes à définir les mesures à prendre et leurs responsabilités dans l’application de ces mesures; les lignes directrices sur les méthodes de collecte de données et les questionnaires de sondage/modèles de rapport structurés ont été préparés et communiqués à toutes les parties prenantes concernées; les activités en lien avec les plans d’action sur le refroidissement et l’amélioration de l’efficacité énergétique recevant le soutien des sources de financement à l’extérieur du Fonds multilatéral présentent également des occasions de coordonner et de collaborer à la mise en œuvre de projets pour réduire progressivement les HFC; et les interfaces avec les activités existantes et prévues des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) ont été internalisées en analysant les niveaux de consommation de HCFC et de HFC, et en consultant les parties prenantes de l’industrie;

## Le renforcement des programmes d’octroi de permis et de quotas afin d’y inclure les HFC et les HFC contenus dans des mélanges est une action prioritaire pour le suivi et l’établissement de rapports, qui exigent des consultations approfondies avec les institutions compétentes; la mise en place de programmes en ligne est appréciée par les douaniers et les importateurs car ils leur permettent d’économiser du temps, des coûts et des efforts; le renforcement des capacités et la formation supplémentaire des représentants en collecte et en suivi de données sont aussi des actions prioritaires; et la formation des douaniers et des agents d’exécution ainsi que le renforcement des points de contrôle frontaliers grâce à de l’équipement d’identification sont essentiels afin de prévenir le commerce illicite des HFC;

## Le suivi continu auprès des autorités responsables de l’élaboration, de la mise au point et de l’approbation des politiques et réglementations sur les HFC par le Bureau national de l’ozone est essentiel. Comme les activités en lien avec les HFC portent sur un nouveau groupe de substances comprenant des mélanges et des substances de remplacement devant être manipulés avec soin, des efforts supplémentaires sont nécessaires afin de renforcer les capacités des différentes parties prenantes nationales pour la collecte de données, le suivi et l’établissement de rapports;

## D’importants efforts s’imposent afin d’approuver les réglementations concernant l’adoption de frigorigènes à faible PRG, surtout en ce qui concerne la sécurité; le renforcement des capacités, comprenant la formation et la diffusion de renseignements techniques, est essentiel à l’adoption durable de frigorigènes à faible PRG inflammables, toxiques et fonctionnant à haute pression; et le renforcement des capacités des institutions de formation et techniques, et la formation et la certification des techniciens d’entretien en manipulation de frigorigènes à faible PRG, sont essentiels;

## La mise en place de normes minimales de performance énergétique, d’un régime de taxes/droits progressif fondé sur l’efficacité énergétique de l’équipement de réfrigération et de climatisation sans HFC et de taxes plus élevées pour les produits à base de frigorigènes à PRG élevé encourage l’industrie à faire la transition à de l’équipement à PRG moins élevé et plus éconergétique; et bien que l’importation d’équipement de réfrigération et de climatisation usagé moins éconergétique ait des conséquences sur la mise en place des mesures d’amélioration de l’efficacité énergétique, plusieurs activités de diffusion d’information et de renforcement des capacités sont menées afin de réduire au minimum ces importations;

## Le recensement d’experts locaux pour entreprendre des activités exige le soutien continu du Bureau national de l’ozone et pour le renforcement des capacités; et

## Les activités de sensibilisation et de rayonnement par le biais de consultations et de communications régulières sont essentielles afin que les parties prenantes comprennent bien les répercussions de l’Amendement de Kigali.

Difficultés possibles

# Voici les principales difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des activités de facilitation :

# La pandémie de la COVID-19 a été un obstacle à la réalisation des activités dans les délais approuvés pour les pays visés à l'article 5, surtout en ce qui a trait aux consultations en personne des parties prenantes pour l’élaboration et la mise au point des réglementations sur les HFC, la ratification de l’Amendement de Kigali et l’achèvement des programmes de formation prévus au projet;

# Les retards dans le règlement par voie administrative et le processus d’approbation pour la ratification de l’Amendement de Kigali et la mise au point des réglementations ont créé des difficultés dans certains pays visés à l'article 5; un suivi étroit, le soutien des décideurs du gouvernement, le renforcement des capacités et la diffusion d’information à l’intention des représentants du gouvernement ont aidé à amoindrir les retards;

# La situation politique difficile et les problèmes de sécurité dans certains pays visés à l'article 5 ont entraîné des retards dans la mise en œuvre des projets; et

# Des consultations ont été menées pendant la mise en œuvre, notamment en ce qui concerne la collecte de données et les exigences d’établissement de rapports et l’utilisation des HFC et des substances de remplacement sans HFC dans différentes applications (p. ex., la réfrigération et climatisation, la mousse de polyuréthanne). L’importance de l’offre de formation et de soutien technique aux techniciens afin de garantir l’adoption sécuritaire des substances de remplacement à faible PRG dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation a été soulignée. La mise en œuvre des activités de formation portant sur l’utilisation sécuritaire des substances de remplacement au titre des PGEH a offert un soutien aux techniciens d’entretien de l’équipement à base de HCFC concernant l’utilisation sécuritaire de substances de remplacement à faible PRG; la mise en œuvre de réglementations et d’autres mesures de soutien concernant l’utilisation sécuritaire d’équipement à base de frigorigènes à faible PRG (p. ex., normes nationales régissant l’importation et l’utilisation d’équipement de réfrigération et climatisation, les programmes d’encouragement pour les utilisateurs finaux concernant l’équipement de réfrigération et climatisation à faible PRG, les programmes de certification des techniciens d’entretien sur les pratiques d’entretien sécuritaires) et les activités de diffusion d’information et de sensibilisation concernant les substances écologiques à faible PRG menées au cours du PGEH ont accru le niveau de sensibilisation des parties prenantes nationales aux technologies à faible PRG, surtout dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation.

# Les activités de facilitation ont aidé les pays visés à l'article 5 à entreprendre des consultations et la mise en œuvre d’activités sur le suivi de la consommation de HFC et l’adoption de substances de remplacement sans HFC. Les difficultés particulières devant être réglées lors de la réduction progressive des HFC et les synergies à regrouper lors de la mise en œuvre de l’élimination des HCFC et de la réduction progressive des HFC au cours des prochaines années pourront être précisées lorsque les pays visés à l'article 5 entreprendront la préparation de la stratégie de réduction progressive des HFC, à la suite de l’approbation des lignes directrices par le Comité exécutif.

Sommes approuvées et décaissées

# La somme totale de 23 663 803 $US a été approuvée pour les projets d’investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d’un groupe de 17 pays donateurs, et la somme de 11 649 361 $US a été décaissée.

1. À cause du coronavirus (COVID-19) [↑](#footnote-ref-1)
2. Les agences suivantes ont remis un rapport périodique : Allemagne, Australie, Canada, Fédération de Russie, Espagne, France, Italie, Japon, PNUD, PNUE, ONUDI et Banque mondiale (UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/16 à 86/20). [↑](#footnote-ref-2)
3. Le Comité exécutif a demandé que des renseignements détaillés sur chacun des projets soient mis à la disposition des membres du Comité et une version papier offerte sur demande (décision 19/23). La base de données du rapport périodique global est disponible dans un chiffrier Microsoft Excel, sur le site Intranet du Comité exécutif. [↑](#footnote-ref-3)
4. Le Comité exécutif a accepté avec satisfaction, à sa 77e réunion, les contributions supplémentaires annoncées par 17 pays non visés à l’article 5 pour permettre le démarrage rapide de la mise en œuvre de l’Amendement de Kigali, étant entendu que ce financement ne serait offert qu’une seule fois et qu’il ne changerait en rien les contributions des pays donateurs. Les Parties contributrices sont : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis d’Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Royaume Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, Suède et Suisse. [↑](#footnote-ref-4)
5. Ne comprenant pas les projets examinés dans les documents de proposition de projets concernés, dans les rapports sur les projets comportant des exigences particulières pour la remise de rapports (UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/21 et Add.1) et dans le rapport sur les retards dans la proposition des tranches (UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/24). [↑](#footnote-ref-5)
6. Consommation en tonnes métriques (tm) multipliée par le potentiel de réchauffement de la planète (PRG) de la substance. [↑](#footnote-ref-6)
7. À cause de la pandémie de la COVID-19, le Comité exécutif est convenu de reporter sa 85e réunion, prévue à l’origine du 25 au 29 mai 2020, et de la présenter immédiatement avant la 86e réunion, en novembre 2020. Le Comité exécutif a décidé de mettre en place un processus d’approbation intersessions pour les projets et activités devant être proposés à la 85e réunion, afin de garantir la continuité des activités en lien avec la conformité dans les pays visés à l'article 5 et de réduire sa charge de travail lors de la reprise de ses activités. Les points de l’ordre du jour qui ne seraient pas examinés dans le cadre du processus d’approbation intersessions seraient ajoutés à l’ordre du jour de la 86e réunion. Compte tenu de l’évolution de la pandémie, le Comité exécutif a remis les deux réunions au mois de mars 2021, ce qui créera une période de 15 mois entre les 84e et 86e réunions. Le PAI de la 85e réunion a débuté le 4 mai 2020 et a pris fin le 8 juin 2020. Au cours de ce processus, le Comité exécutif a examiné 42 documents de réunion, dont les rapports sur les projets comportant des exigences particulières pour la remise de rapports, l’Aperçu des questions recensées pendant l’examen des projets; les propositions de projets présentés au titre de la coopération bilatérale et des programmes de travail du PNUD, du PNUE et de l’ONUDI pour l’année 2020 et les propositions de projet pour 35 pays visés à l'article 5 et les 12 pays insulaires du Pacifique (le rapport sur le processus est présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/85/IAP/3). [↑](#footnote-ref-7)
8. La décision sera incluse dans le rapport de la 85e réunion. [↑](#footnote-ref-8)
9. Les projets en cours consistent en tous les projets dont la mise en œuvre avait débuté au 31 décembre 2019. Les principaux indicateurs de progrès sont : le pourcentage des sommes décaissées et le pourcentage des projets pour lesquels le décaissement de fonds a commencé; le décaissement prévu d’ici la fin de l’année en tant que pourcentage du financement approuvé; la durée moyenne des retards dans la mise en œuvre des projets; et les renseignements fournis dans la colonne des commentaires de la base de données des rapports périodiques. [↑](#footnote-ref-9)
10. L’élimination comprend les projets d’investissement approuvés pour les HFC représentant 335,5 tm (521 709 tm éq-CO2.). [↑](#footnote-ref-10)
11. Comprend 335,5 tm des projets d’investissement pour les HFC. [↑](#footnote-ref-11)
12. Le rapport coût-efficacité plus élevé des projets en cours est surtout attribuable aux valeurs PAO moins élevées des HCFC et aussi aux moyens par lesquels les agences attribuent l’élimination. Le rapport coût-efficacité du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) des accords pluriannuels est de 81,53 $US/kg et de 23,93 $US/kg pour la phase I des plans de gestion de l’élimination de la production de HCFC. [↑](#footnote-ref-12)
13. Les projets approuvés depuis plus de 18 moins et pour lesquels le taux de décaissement est inférieur à 1 p. cent et les projets non achevés 12 mois après la date d’achèvement indiquée dans le rapport périodique (décision 22/61) (étant donné que cette procédure ne s’applique pas aux projets de démonstration, à la préparation de projet et au renforcement des institutions). Les composants des accords pluriannuels sont assujettis à la procédure d’annulation conformément à la décision 84/45 c). [↑](#footnote-ref-13)
14. UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/70 [↑](#footnote-ref-14)
15. UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/21 et Add.1 [↑](#footnote-ref-15)
16. UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/24 [↑](#footnote-ref-16)
17. UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/18 [↑](#footnote-ref-17)
18. UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/19 [↑](#footnote-ref-18)
19. UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/18 [↑](#footnote-ref-19)
20. Une somme supplémentaire de 134,70 millions $US a été approuvée pour les réunions du Comité exécutif, le fonctionnement du Secrétariat et les honoraires du Trésorier. [↑](#footnote-ref-20)
21. Les données sont présentées selon l’année d’approbation du projet par le Comité exécutif. Toutes les approbations (d’investissement et ne portant pas sur des investissements) sont traitées de la même manière (c.-à-d., un projet d’investissement ou une tranche annuelle de financement d’un projet pluriannuel de 1 million $US est considéré comme un projet, au même titre que la préparation d’un programme de pays de 30 000 $US). Les principaux indicateurs du sommaire annuel sont : le pourcentage de projets achevés, l’élimination PAO et le pourcentage des sommes décaissées. Il y a trois types de décaissements : au cours de la mise en œuvre, après la mise en œuvre et pour des projets financés de manière rétroactive. [↑](#footnote-ref-21)
22. L’élimination complète pour le Fonds comprend 474 830 tonnes PAO de substances réglementées dans le cadre de projets d’investissement achevés, 14 411 tonnes PAO dans le cadre de projets ne portant pas sur des investissements achevés et 4 164 tonnes PAO dans le cadre de projets en cours. [↑](#footnote-ref-22)
23. Les décisions 17/22 et 19/23 définissent les projets/activités achevés comme étant des projets demandés dans lesquels les SAO visées avaient été éliminées. La décision 28/2 étend la définition pour y inclure les situations qui démontrent que les CFC abordés dans le secteur ne sont plus utilisés et qu’une substance de remplacement est produite (et/ou la production de celle-ci a commencé), et que l’équipement utilisant le CFC a été détruit, démantelé ou rendu inutilisable pour les SAO. Les activités du programme de travail sans élimination de SAO sont considérées achevées lorsque l’activité prend fin (p. ex., dans le cas d’un atelier, lorsque celui-ci a été présenté). Cette définition a été appliquée aux projets sur les HCFC. [↑](#footnote-ref-23)
24. La raison pour laquelle l’ensemble des fonds n’a pas été décaissé pour les projets achevés est qu’il faut parfois compter de six mois à un an pour mettre au point les derniers détails des dossiers de comptabilité. [↑](#footnote-ref-24)
25. UNEP/OzL.Pro/ExCom/85/9 [↑](#footnote-ref-25)
26. L’équipement utilisant la technologie de remplacement est en production. Les sommes seront décaissées aux entreprises bénéficiaires rétroactivement d’ici la fin de 2020, après la signature de l’accord entre l’intermédiaire financier et le bénéficiaire. [↑](#footnote-ref-26)
27. Costa Rica, Pérou. [↑](#footnote-ref-27)
28. Bolivie (État plurinational de), Ghana, Cambodge, Kirghizistan, Lesotho, Tonga et Zimbabwe. [↑](#footnote-ref-28)
29. Afrique du Sud, Albanie, Arménie, Grenade, Mexique, Monténégro, Soudan et Viet Nam. [↑](#footnote-ref-29)
30. Toutes les Parties sont tenues de mettre en place et en exécution un programme d’octroi de permis d’importation et d’exportation de substances réglementées de l’annexe F nouvelles, usées, recyclées ou régénérées avant le 1er janvier 2019 ou dans les trois mois suivant l’entrée en vigueur de ce paragraphe pour leur pays, selon l’éventualité la plus éloignée. Toute Partie visée au paragraphe 1 de l’article 5 qui décide qu’elle n’est pas en position de créer et de mettre en place un tel programme d’ici le 1er janvier 2019 peut retarder cette décision jusqu’au 1er janvier 2021. [↑](#footnote-ref-30)
31. Le gouvernement a mis en œuvre plusieurs activités sur l’amélioration de l’efficacité énergétique avec et sans le soutien de sources à l’extérieur du Fonds multilatéral. Ces activités évoluent selon des exigences du pays. Ainsi, l’information sur les types de projets est illustrative et non exhaustive. [↑](#footnote-ref-31)